

RAPPORT DE GESTION 2019

Faits saillants annuels	20
Commentaires préalables au rapport de gestion	21
Profil et description	21
Revue des activités des trois derniers exercices	22
Mise à jour sur le Plan d'amélioration de la performance	25
Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location	26
Mesures financières autres que les IFRS	29
Analyse des résultats consolidés	31
Analyse des résultats par secteur	39
Flux de trésorerie	44
Financement	45
Structure de capital	49
Situation financière	51
Opérations entre parties liées	52
Gestion des risques	52
Modifications des méthodes comptables	57
Utilisation d'estimations et recours au jugement	57
Données sur le taux de change	59
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	59
Perspectives	60

FAITS SAILLANTS ANNUELS

(En millions de \$US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

2019				
VENTES	BAI	BAI AJUSTÉ ⁽¹⁾	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾
1 739,6 \$	(17,4) \$	40,7 \$	(19,8) \$	30,8 \$
	(1,0) %	2,3 %	(0,47) \$/ACTION	0,73 \$/ACTION
2018				
VENTES	BAI	BAI AJUSTÉ ⁽¹⁾	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾
1 752,0 \$	44,7 \$	64,4 \$	36,5 \$	51,5 \$
	2,6 %	3,7 %	0,86 \$/ACTION	1,22 \$/ACTION

Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location :

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 – Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. Pour cette année de cette transition, la Société considère le résultat avant impôt sur le résultat (« BAI ») comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance, plutôt que le BAIIA ⁽¹⁾ utilisé précédemment. (Voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location » pour plus de renseignements).

Faits saillants d'exploitation et de stratégies :

- Élaboration d'un vaste Plan d'amélioration de la performance (« PIP »), permettant la réalisation d'économies annualisées de 31,9 \$ au cours de l'exercice. Des frais de restructuration et autres de 17,5 \$ ont été engagés, desquels 5,9 \$ représentent des éléments hors caisse.
- Vente du programme de bannière ProColor, qui s'est traduite par un gain net de trésorerie sur la cession d'activités de 18,8 \$, lequel a été utilisé en réduction de la dette. Le secteur Produits automobiles Canada continuera de soutenir ProColor grâce à un contrat de partenariat d'approvisionnement à long terme.
- Émission de débentures convertibles subordonnées de premier rang et non garanties pour un montant principal de 125,0 \$CA. La Société a utilisé une portion du produit net pour réduire ses emprunts aux termes de sa facilité de crédit et prévoit d'utiliser la portion restante à la recherche d'occasions de croissance stratégiques et à la mise en œuvre d'initiatives de réduction de coûts.
- Diminution du montant total maximal de capital disponible sur la facilité de crédit rotatif de 50,0 \$ passant de 625,0 \$ à 575,0 \$.
- Conclusion du processus de revue stratégique à la suite de ces changements de la structure de capital, tout en demeurant disposés à évaluer de futures occasions d'affaires qui cadrent avec la stratégie d'affaires et qui permettent d'accroître la valeur pour les actionnaires.
- Comptabilisation d'une perte de valeur du goodwill pour un montant hors caisse de 45,0 \$ relatif à ses activités au Royaume-Uni en raison des défis macroéconomiques et de l'incertitude entourant le Brexit.

Faits saillants financiers :

- Les ventes consolidées de 1 739,6 \$ ont été affectées par la variation des devises étrangères. En devises constantes, les ventes consolidées ont augmenté de 1,1 % comparativement à 2018. Les secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis ont généré une croissance organique ⁽¹⁾ positive de 2,4 % et 0,5 % respectivement, alors que le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a enregistré une décroissance organique ⁽¹⁾ de 1,9 %. Par conséquent, la croissance organique ⁽¹⁾ consolidée s'est établie à 0,5 % pour l'exercice.
- Une fois ajustés des éléments spéciaux tels que la perte de valeur du goodwill de 45,0 \$ et le gain net sur la disposition du programme ProColor de 18,8 \$, le BAI et la marge du BAI ⁽¹⁾ ont été respectivement de 40,7 \$ et 2,3 % comparativement à 64,4 \$ et 3,7 % en 2018.
- Le résultat net s'est établi à (19,8) \$ ou (0,47) \$ par action comparativement à 36,5 \$ ou 0,86 \$ par action en 2018. Une fois ajusté, le résultat ⁽¹⁾ s'élève à 30,8 \$ ou 0,73 \$ par action en 2019 et 51,5 \$ ou 1,22 \$ par action en 2018.
- L'endettement total net ⁽¹⁾ s'élevait à 449,1 \$ au 31 décembre 2019.

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2019 en comparaison avec le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2018 et sur la situation financière au 31 décembre 2019 en comparaison au 31 décembre 2018 et au 1er janvier 2019 pour les données conciliées à la suite de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2019. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au moment de l'approbation et de l'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le conseil d'administration de la Société le 19 février 2020. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc. et ses filiales.

Les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action, des pourcentages ou du nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers consolidés contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et les incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations telles que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de définitions normalisées en vertu des IFRS et ne sont pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

PROFIL ET DESCRIPTION

Avec plus de 6 000 employés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, Uni-Sélect est un chef de file de la distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes en Amérique du Nord, ainsi qu'un chef de file de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile au Canada et au Royaume-Uni. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville (Québec) Canada et ses actions sont négociées à la Bourse de Toronto (UNS).

Au Canada, Uni-Sélect dessert plus de 16 000 ateliers de réparation et de carrosserie automobile et plus de 4 000 ateliers à travers ses bannières d'atelier de réparation/installation et de carrosserie automobile. Son réseau national compte plus de 1 000 grossistes indépendants et plus de 75 magasins corporatifs, dont plusieurs exercent leurs activités sous les programmes de bannières de Uni-Sélect tels que BUMPER TO BUMPER®, AUTO PARTS PLUS® et FINISHMASTER®.

Aux États-Unis, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de sa filiale à part entière FinishMaster, Inc., exploite un réseau national de plus de 175 magasins corporatifs de produits de revêtement automobile sous la bannière FINISHMASTER®, laquelle dessert un réseau de plus de 30 000 clients annuellement dont plus de 5 500 ateliers de carrosserie à titre de fournisseur principal.

Au Royaume-Uni et en Irlande, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de son groupe de filiales Parts Alliance, est un important distributeur de produits automobiles destinés au marché secondaire qui dessert plus de 23 000 clients avec un réseau de plus de 175 magasins corporatifs.
www.uniselect.com

REVUE DES ACTIVITÉS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS SÉLECTIONNÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire)	2019	2018 ⁽¹⁾	2017 ⁽¹⁾	
RÉSULTATS D'EXPLOITATION				
Ventes	1 739 572	1 751 965	1 448 272	
BAIIA ⁽²⁾	76 458	104 940	110 752	
Marge du BAIIA ⁽²⁾	4,4 %	6,0 %	7,6 %	
BAIIA ajusté ⁽²⁾	129 931	119 529	117 532	
Marge du BAIIA ajusté ⁽²⁾	7,5 %	6,8 %	8,1 %	
BAI ⁽²⁾	(17 389)	44 677	66 618	
Marge du BAI ^{(1) (2)}	(1,0 %)	2,6 %	4,6 %	
BAI ajusté ^{(1) (2)}	40 736	64 408	78 023	
Marge du BAI ajusté ^{(1) (2)}	2,3 %	3,7 %	5,4 %	
Éléments spéciaux	53 473	14 589	6 780	
Résultat net	(19 845)	36 497	44 616	
Résultat ajusté ⁽²⁾	30 771	51 473	55 097	
Flux de trésorerie disponibles ⁽²⁾	105 658	79 902	95 660	
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE				
Résultat net	(0,47)	0,86	1,06	
Résultat ajusté ⁽²⁾	0,73	1,22	1,30	
Dividende (\$CA)	0,3700	0,3700	0,3625	
Valeur comptable	11,96	12,36	12,25	
Nombre d'actions en circulation	42 387 300	42 387 300	42 273 812	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 387 300	42 253 987	42 261 423	
	31 déc. 2019	1er janv. 2019 ⁽³⁾	31 déc. 2018 ⁽¹⁾	31 déc. 2017 ⁽¹⁾
SITUATION FINANCIÈRE				
Fonds de roulement	321 970	237 614	256 365	254 581
Total des actifs	1 586 394	1 630 609	1 540 570	1 496 389
Endettement total net ⁽²⁾	449 059	515 706	418 703	417 909
Débitures convertibles	84 505	-	-	-
Total des capitaux propres	506 994	519 930	523 882	517 977
Ratio du rendement du total des capitaux propres moyens ⁽²⁾	(3,9%)	7,0 %	7,0 %	9,0 %
Ratio du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽²⁾	5,2%	9,1 %	9,1 %	10,8 %

⁽¹⁾ Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018 et 2017. L'état consolidé des résultats de 2019 inclut une charge de loyer moindre découlant du retrait des contrats de location simple, des charges financières plus élevées résultant des intérêts sur les obligations locatives et une charge d'amortissement relative aux actifs au titre de droits d'utilisation accrue. Par conséquent, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance au lieu du BAIIA⁽²⁾ utilisé précédemment. L'état consolidé de la situation financière de 2019 inclut de nouveaux actifs (actifs au titre de droits d'utilisation) et passifs à long terme (obligations locatives) dont les valeurs comptabilisées au 1er janvier 2019 représentent 87 628 \$ et 97 003 \$, respectivement. Afin d'accroître la comparabilité des résultats, les ratios et les variations relatifs à la situation financière devraient être comparés aux données conciliées au 1er janvier 2019, plutôt qu'à celles du 31 décembre 2018. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 - Contrats de location »).

⁽²⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

⁽³⁾ Les données et les ratios de la situation financière ont été conciliés au 1er janvier 2019 pour tenir compte de l'adoption d'IFRS 16 — Contrats de location. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 - Contrats de location »).

Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2019 et 2018 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2018 et 2017 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2018, disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

APERÇU

Les trois dernières années ont été marquées par la transformation de la société. Pour répondre à l'évolution constante de l'entreprise, du marché et de la concurrence, la société a mis en œuvre de nouvelles stratégies et initiatives d'affaires, créant une plate-forme à long terme pour une croissance rentable tout en demeurant compétitive. De plus, en 2019, la société a revu sa base de coûts pour servir son modèle d'affaires afin d'optimiser et de stabiliser sa rentabilité.

Les principales initiatives et réalisations de la Société sont les suivantes :

- Améliorer la productivité des activités d'exploitation en implantant le Plan d'amélioration de la performance (« PIP ») à travers ses trois piliers afin d'adapter la structure de coûts selon l'évolution du marché, en intégrant les acquisitions d'entreprises et en optimisant les processus. Au cours des trois derniers exercices, la Société a intégré 69 magasins corporatifs conformément à ces initiatives et grâce à son PIP, a réalisé des économies annualisées totalisant 50 600 \$.
- Réaliser une croissance équilibrée par une combinaison d'initiatives organiques et d'acquisitions dans tous les secteurs. Avec son programme de fusions et acquisitions, la Société a complété 12 acquisitions entre les exercices 2017 et 2019, ajoutant 219 magasins corporatifs à son réseau, notamment l'acquisition de Parts Alliance le 7 août 2017, un important distributeur de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. De plus, la Société a ouvert 27 nouveaux magasins corporatifs au cours de la même période, desquels 20 sont situés au Royaume-Uni. En 2019, la Société s'est concentrée sur ses activités et a complété une acquisition mineure.
- Transformer et faire évoluer les activités du secteur Produits automobiles Canada afin d'être plus compétitif dans le futur en ajoutant un réseau de magasins corporatifs complémentaire au réseau de grossistes indépendants, en développant et en mettant en place de nouveaux programmes améliorés de bannières et de merchandising (BUMPER TO BUMPER® et AUTO PARTS PLUS®), tout en lançant la marque FINISHMASTER® au Canada.
- Maintenir une situation financière et une structure de capital saines avec des investissements stratégiques, la modification et la mise à jour de la facilité de crédit, le programme de financement des comptes fournisseurs, l'émission de débentures convertibles et un rendement constant pour les actionnaires par voie de dividendes.

L'ensemble de ces initiatives de transition procure une plus grande stabilité à la Société tout en la positionnant pour son avenir et la création de valeur. La Société a commencé l'exercice 2017 avec 259 magasins corporatifs et a terminé l'exercice 2019 avec un réseau de 434 magasins corporatifs à travers ses trois secteurs d'activités, une hausse d'environ 70 %, provenant principalement des acquisitions d'entreprises et de l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs.

EXERCICE 2019

Plan d'amélioration de la performance, redimensionnement et structure de capital modifiée

La Société a élargi le PIP à travers ses trois secteurs d'activités, revoyant ses processus logistiques, intégrant environ 10 % de ses magasins corporatifs et réalisant des économies annualisées de 31 900 \$. Le réseau et les activités optimisées qui en ont résulté, combinés à une nouvelle structure de capital, ont établi la pierre angulaire qui permettra à la Société de dégager de la valeur ajoutée pour toutes les parties prenantes.

Principales initiatives par secteur :

FinishMaster États-Unis :

Le secteur FinishMaster États-Unis a exécuté comme prévu, avec succès, les initiatives relatives au PIP, intégrant 29 magasins corporatifs avec une érosion minime des ventes, tout en réalignant sa structure organisationnelle. Ces initiatives ont permis à ce secteur d'atténuer la pression des prix sur la marge brute, de rester rentable et compétitif, en plus d'améliorer son positionnement afin d'évoluer dans un environnement de marché difficile.

Produits automobiles Canada :

Afin d'optimiser la chaîne d'approvisionnement et d'améliorer les processus de service, le secteur Produits automobiles Canada a inauguré, au cours du premier trimestre, un centre de distribution supérieur à Calgary, intégrant deux centres de distribution de moins grande envergure, et a ouvert un super magasin dans la région métropolitaine de Montréal. Ce secteur a ainsi amélioré sa rentabilité et généré une croissance organique de 2,4 % en 2019, bénéficiant ainsi d'une plus grande efficacité et de la rationalisation de la main d'œuvre, le tout en lien avec le PIP. De plus, en procédant à la vente du programme ProColor, ce secteur a réalisé un gain de trésorerie net sur la cession d'activités de 18 788 \$ et obtenu un contrat de partenariat d'approvisionnement à long terme.

Parts Alliance Royaume-Uni :

Ce secteur a commencé l'exercice avec l'optimisation de son réseau avec l'ouverture d'un nouveau centre de distribution national situé au cœur du Royaume-Uni et l'ajout de centres de distribution régionaux, améliorant sa présence sur le marché ainsi que l'offre aux clients.

L'incertitude entourant le Brexit et son contexte politique ont affecté la performance du secteur Parts Alliance Royaume-Uni. Les conditions difficiles du marché ont engendré une baisse des ventes, laquelle a affecté l'absorption des coûts fixes et, conséquemment, la rentabilité. Afin de contrer ces conditions difficiles, des initiatives ont été mises en place au cours du troisième trimestre dans le cadre du PIP, incluant l'optimisation de l'effectif. De plus, 10 magasins corporatifs ont été intégrés.

Corporatif et autres :

Le secteur Corporatif et autres s'est concentré sur le soutien aux unités d'affaires dans leur transformation, tout en analysant les occasions d'affaires stratégiques créatrices de valeur. Ceci inclut :

- Le déploiement du PIP, impliquant tous les secteurs, pour adresser les conditions de marché difficiles et en évolution;
- L'émission des débetures convertibles pour un montant principal de 125 000 \$CA, lesquelles ont été partiellement utilisées pour réduire la dette nette, alors que la partie restante est destinée aux fins générales de l'entreprise et pour poursuivre les occasions de croissance stratégiques;
- Une perte de valeur du goodwill pour un montant hors caisse de 45 000 \$ relatif aux activités au Royaume-Uni en raison des défis macroéconomiques et des incertitudes entourant le Brexit; et
- La conclusion de la revue stratégique à la suite de la modification de la structure de capital avec l'émission des débetures convertibles.

EXERCICE 2018

Changements à la direction et restructuration

Des conditions de marché en constante évolution ont incité la Société à réviser son modèle d'affaires, menant à des changements à la direction, à un examen des solutions de rechange stratégiques ainsi qu'à une restructuration. Malgré tout, le réseau de distribution s'est étendu avec l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs et les acquisitions d'entreprises.

En septembre 2018, le conseil d'administration a fait des changements à la direction et a mis en œuvre un examen complet des solutions de rechange stratégiques.

Cette nouvelle a été suivie en novembre par le lancement du plan de restructuration 25/20, étendant l'initiative 20/20 amorcée en 2017, afin de s'adapter aux nouvelles réalités du marché. Les initiatives d'amélioration de la productivité au sein du secteur FinishMaster États-Unis ont partiellement contrebalancé les effets négatifs sur la marge du mouvement de consolidation dans le marché américain ainsi que de la pression sur les prix dans les différentes activités du revêtement automobile. Le secteur Produits Automobiles Canada a procédé à une première phase de réduction des effectifs et à un remodelage du réseau de distribution dans les Prairies, tout en poursuivant l'optimisation et le développement de ses magasins corporatifs. Le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a implanté des initiatives de réduction de coûts et a standardisé les solutions en technologie de l'information, maximisant et améliorant la performance des activités de ses magasins corporatifs.

En 2018, le secteur FinishMaster États-Unis a renoué avec la croissance organique des ventes grâce aux efforts déployés par l'équipe de ventes et le recrutement de nouveaux clients. Le secteur Produits Automobiles Canada a renforcé sa position sur le marché de la région de l'Atlantique avec l'acquisition d'AutoChoice Parts & Paints Limited. Le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a bénéficié d'un exercice complet d'activités, améliorant l'absorption des coûts fixes, et a généré une croissance organique provenant des initiatives stratégiques de ventes et de l'expansion de sa présence sur le marché avec l'ouverture de 13 magasins corporatifs au cours de l'exercice, pour un total de 15 depuis son acquisition.

La Société a conclu la modification et la mise à jour de sa convention de crédit, convertissant la facilité de crédit à terme en facilité de crédit rotatif à long terme non garantie et prolongeant l'échéance de toutes les facilités de crédit au 30 juin 2023, offrant une plus grande flexibilité financière à un coût minimal. De plus, la Société a intégré le secteur Parts Alliance Royaume-Uni aux fins de conformité au Règlement 52-109.

EXERCICE 2017

Internationalisation et réseau en évolution

La Société a évolué à pas de géant en prenant un tournant international et en ajoutant à son réseau croissant Parts Alliance, un important distributeur de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. De leur côté, les secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis ont complété leur réseau respectif avec des acquisitions dûment sélectionnées et l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs.

En 2017, la Société a poursuivi son expansion par acquisitions d'entreprises, ajoutant à son réseau un troisième pilier ainsi qu'une présence sur le marché européen avec l'acquisition de Parts Alliance Royaume-Uni. Par ailleurs, le secteur FinishMaster États-Unis a complété son acquisition la plus importante à ce jour avec D'Angelo alors que le secteur Produits automobiles Canada a réalisé certaines acquisitions. De plus, de nouveaux magasins corporatifs ont été ouverts dans les secteurs FinishMaster États-Unis et Parts Alliance Royaume-Uni. À la suite de ces initiatives de croissance, le nombre de magasins corporatifs qui se situait à 259 au début de 2017 a clôturé à 447.

En outre, l'initiative 20/20 a été lancée afin d'améliorer la productivité de tous les secteurs d'activités. Le secteur FinishMaster États-Unis s'est concentré sur la réduction de coûts afin d'adapter la structure de coûts à l'évolution du modèle d'affaires. Le secteur Produits automobiles Canada a mis l'accent sur l'intégration de magasins corporatifs, incluant la stratégie de marque, les processus ainsi que l'implantation d'un nouveau système de point de vente (« POS »). Le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a travaillé sur la maximisation des outils technologiques et l'amélioration de la productivité de ses activités. À la suite de ces initiatives, 14 magasins corporatifs ont été intégrés avec succès à travers la Société.

De son côté, le secteur Corporatif et autres a modifié et mis à jour sa convention de crédit offrant une augmentation totale de 225 000 \$ et permettant, entre autres, l'acquisition de Parts Alliance de même qu'une croissance future.

MISE À JOUR SUR LE PLAN D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

En août 2019, la Société a annoncé l'expansion du Plan d'amélioration de la performance (« PIP ») au sein du secteur Parts Alliance Royaume-Uni afin de contrer l'incertitude et les défis macroéconomiques au Royaume-Uni. De plus, des économies annualisées additionnelles étaient attendues en provenance de récentes initiatives d'optimisation dans le secteur FinishMaster États-Unis.

Au cours du troisième trimestre de 2019, à la suite d'une revue approfondie des activités et de la structure de coûts du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la Société a déterminé des zones d'intervention complémentaires. Par ailleurs, certaines initiatives en cours dans le secteur Produits automobiles Canada devraient être plus avantageuses qu'originellement estimées.

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé des économies annualisées de 31 900 \$, provenant de la contribution de tous les secteurs. Par conséquent, les économies annualisées réalisées depuis la mise en place du PIP totalisaient 50 600 \$ au 31 décembre 2019, surpassant les économies ciblées plus tôt que prévu.

Au cours de 2019, la Société a rationalisé ses effectifs et intégré 41 magasins corporatifs. De plus, afin d'optimiser ses processus de logistique, la Société a intégré trois centres de distribution de moindre envergure au sein de deux de taille supérieure, lui permettant d'être plus compétitive et efficiente. Ces nouveaux centres de distribution sont entrés en fonction au cours du premier trimestre de 2019.

En lien avec ces activités, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres totalisant 17 503 \$ pour l'exercice, desquels un montant de 5 945 \$ représente un élément hors caisse pour la radiation d'actifs. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Analyse des résultats consolidés ».)*

Le tableau suivant résume les impacts annualisés au 31 décembre 2019 :

	Anticipé	Réalisé		
	D'ici la fin de 2020	En date de déc. 2018	Au cours de 2019	En date de déc. 2019
Économies de coûts annualisées	50 000	18 700	31 900	50 600
Frais de restructuration et autres :				
Frais de restructuration ⁽¹⁾	11 000	5 055	4 605	9 660
Autres frais encourus ⁽²⁾	10 000	1 214	6 953	8 167
Frais hors caisse relatifs à la radiation d'actifs ⁽³⁾	4 000	-	5 945	5 945
	25 000	6 269	17 503	23 772
Dépenses nettes en immobilisation ⁽⁴⁾	7 000	5 509	1 195	6 704

⁽¹⁾ Principalement pour des indemnités de départ.

⁽²⁾ Composés principalement des frais de consultants visant l'optimisation des processus de logistique et des frais de déménagement.

⁽³⁾ Principalement pour des pertes de valeur sur immobilisations corporelles. (Pour plus de renseignements, voir la note 13 aux états financiers consolidés.)

⁽⁴⁾ Inclut le produit de la vente d'un bâtiment et les incitatifs aux locataires.

Au 31 décembre 2019, une provision pour les frais de restructuration de 3 227 \$ est comptabilisée dans les passifs courants de l'état de la situation financière de la Société. (Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)

ADOPTION D'IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location qui ne requiert pas le redressement des états financiers antérieurs.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 - Contrats de location, qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location aux états consolidés de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

La Société a adopté la méthode de transition rétrospective modifiée et n'a pas redressé les montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption, tel que permis par IFRS 16. Selon cette méthode, l'impact cumulatif découlant de la première application d'IFRS 16 est comptabilisé comme un ajustement au solde de début des bénéfices non répartis à la date d'adoption initiale. Le nouvel IFRS 16 a principalement eu un impact au niveau de la comptabilisation des contrats de location simple de biens immobiliers de la Société. Au moment de la transition, la Société a choisi d'adopter les mesures de simplification suivantes :

- appliquer la nouvelle norme aux contrats qui étaient identifiés précédemment comme des contrats de location selon IAS 17;
- appliquer un taux d'actualisation au portefeuille de contrats ayant des caractéristiques raisonnablement similaires;
- comptabiliser les contrats pour lesquels les termes restants se terminent dans les 12 mois à partir de la date effective comme des contrats à court terme; et
- comptabiliser les contrats à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur sur une base linéaire dans les « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats.

Selon la nouvelle norme, la Société a comptabilisé de nouveaux actifs (actifs au titre de droits d'utilisation) et passifs (obligations locatives) pour 87 628 \$ et 97 003 \$ (22 538 \$ dans la portion courante sur la dette à long terme et 74 465 \$ dans la dette à long terme), respectivement, ainsi que des actifs d'impôt différé de 1 636 \$. Le tableau suivant présente une conciliation des éléments des états consolidés de la situation financière au 1er janvier 2019 qui sont touchés par IFRS 16 :

	1er janv. 2019	Ajustements IFRS 16	31 déc. 2018
Débiteurs et autres recevables	248 507	775	247 732
Total des actifs courants	812 202	775	811 427
Immobilisations corporelles	171 584	87 628	83 956
Actifs d'impôt différé	17 506	1 636	15 870
TOTAL DES ACTIFS	1 630 609	90 039	1 540 570
Créditeurs et charges à payer	531 380	(1 296)	532 676
Solde de prix d'achat, net	3 580	(482)	4 062
Provision pour les frais de restructuration	2 939	(1 234)	4 173
Portion courante sur la dette à long terme	26 768	22 538	4 230
Total des passifs courants	574 588	19 526	555 062
Dette à long terme	497 068	74 465	422 603
TOTAL DES PASSIFS	1 110 679	93 991	1 016 688
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	519 930	(3 952)	523 882
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	1 630 609	90 039	1 540 570

Le tableau suivant présente une conciliation des obligations locatives au 1er janvier 2019 :

	1er janv. 2019
Paiements minimums exigibles des contrats de location-exploitation au 31 décembre 2018	160 193
Mesures de simplification pour :	
Contrats de location à court terme	(1 262)
Contrats de location d'actifs de faible valeur	(1 393)
Contrats débutant en 2019	(26 770)
Autres contrats d'exploitation (composantes de service)	(5 146)
Effet d'utiliser des options de prolongation ou de résiliation et des paiements variables	(16 286)
Effet d'actualisation au taux d'emprunt marginal au 1er janvier 2019	(12 333)
Obligations locatives comptabilisées en raison de l'adoption initiale d'IFRS 16 au 1er janvier 2019	97 003

Les obligations locatives ont été actualisées à partir du taux d'emprunt marginal de la Société en date du 1er janvier 2019 et ce, en lien avec la méthode de transition sélectionnée par la Société. Le taux d'actualisation moyen pondéré était de 5,0 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges relatives aux contrats de location à court terme, aux paiements de loyers variables et aux contrats de location d'actifs de faible valeur totalisent respectivement 1 708 \$, 1 195 \$ et 476 \$. Ces charges ont été comptabilisées comme « autres dépenses d'exploitation ».

IMPACTS FINANCIERS ET COMPARABILITÉ

La méthode d'application choisie pour la transition à l'IFRS 16 — Contrats de location, implique que les états financiers consolidés de 2018 ne sont pas redressés. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 contiennent des variations importantes comparativement à 2018.

L'état consolidé des résultats de 2019 inclut une charge de loyer moindre découlant du retrait des contrats de location simple, des charges financières plus élevées résultant des intérêts sur les obligations locatives et une charge d'amortissement relative aux actifs au titre de droits d'utilisation accrue. Par conséquent, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance, plutôt que le BAIIA utilisé précédemment.

Le tableau suivant résume les valeurs trimestrielles et annuelles du BAI et du BAI ajusté ⁽¹⁾ de 2018 par secteur :

	Période de douze mois	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
FinishMaster États-Unis					
BAI	56 100	6 813	16 721	17 125	15 441
Marge du BAI ⁽¹⁾	6,8 %	3,3 %	7,8 %	8,1 %	7,7 %
Éléments spéciaux	1 693	1 693	-	-	-
BAI ajusté ⁽¹⁾	57 793	8 506	16 721	17 125	15 441
Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾	7,0 %	4,2 %	7,8 %	8,1 %	7,7 %
Produits automobiles Canada					
BAI	16 473	3 122	6 225	6 944	182
Marge du BAI ⁽¹⁾	3,3 %	2,5 %	4,7 %	5,0 %	0,2 %
Éléments spéciaux	3 346	3 346	-	-	-
BAI ajusté ⁽¹⁾	19 819	6 468	6 225	6 944	182
Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾	3,9 %	5,3 %	4,7 %	5,0 %	0,2 %
Parts Alliance Royaume-Uni					
BAI	17 962	(77)	4 298	6 459	7 282
Marge du BAI ⁽¹⁾	4,3 %	(0,1 %)	4,2 %	5,8 %	6,6 %
Éléments spéciaux	1 230	1 230	-	-	-
BAI ajusté ⁽¹⁾	19 192	1 153	4 298	6 459	7 282
Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾	4,6 %	1,2 %	4,2 %	5,8 %	6,6 %
Corporatifs et autres					
BAI	(45 858)	(12 710)	(12 862)	(9 486)	(10 800)
Éléments spéciaux	8 320	2 376	5 212	114	618
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance	5 142	1 299	1 293	1 105	1 445
BAI ajusté ⁽¹⁾	(32 396)	(9 035)	(6 357)	(8 267)	(8 737)
Consolidé					
BAI	44 677	(2 852)	14 382	21 042	12 105
Marge du BAI ⁽¹⁾	2,6 %	(0,7 %)	3,2 %	4,6 %	2,9 %
Éléments spéciaux	14 589	8 645	5 212	114	618
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance	5 142	1 299	1 293	1 105	1 445
BAI ajusté ⁽¹⁾	64 408	7 092	20 887	22 261	14 168
Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾	3,7 %	1,7 %	4,7 %	4,8 %	3,4 %

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

L'état consolidé de la situation financière inclut de nouveaux actifs (actifs au titre de droits d'utilisation) et passifs à long terme (obligations locatives) dont les valeurs comptabilisées au 1er janvier 2019 représentent 87 628 \$ et 97 003 \$, respectivement. Afin d'accroître la comparabilité des résultats, les ratios et les variations relatifs à la situation financière devraient être comparés aux données conciliées au 1er janvier 2019 plutôt qu'à celles du 31 décembre 2018.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières du rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société est d'avis que les lecteurs du présent document peuvent tenir compte de ces mesures de rendement aux fins d'analyse.

Le tableau suivant présente les définitions des termes utilisés par la Société qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique ⁽¹⁾	<p>Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, de l'érosion des ventes provenant de l'intégration de magasins corporatifs, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, de la différence du nombre de jours de facturation. Cette mesure aide Uni-Sélect à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.</p>
BAIIA ⁽¹⁾, BAIIA ajusté ⁽¹⁾ et BAIIA ajusté proforma ⁽¹⁾	<p>Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, l'amortissement et l'impôt sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p> <p>Le BAIIA ajusté exclut certains ajustements, qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Ces ajustements correspondent, entre autres, à la perte de valeur du goodwill, au gain net sur la cession d'activités, aux frais de restructuration et autres, aux frais relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques ainsi qu'aux frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance.</p> <p>Le BAIIA ajusté proforma retranche du BAIIA ajusté la charge de loyer prise en compte dans l'évaluation de l'obligation locative. Cette mesure représente le BAIIA ajusté avant l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location.</p>
Marge du BAIIA ⁽¹⁾, marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ et marge du BAIIA ajusté proforma ⁽¹⁾	<p>La marge du BAIIA est un pourcentage qui correspond au BAIIA divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté proforma est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté proforma divisé par les ventes.</p>
BAI ajusté ⁽²⁾, résultat ajusté et résultat ajusté par action ⁽¹⁾	<p>La direction utilise le BAI ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAI, le résultat net et le résultat par action provenant des activités d'exploitation, excluant certains ajustements, nets d'impôt pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action, qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. La direction considère que ces mesures facilitent l'analyse et permettent une meilleure compréhension de la performance des activités de la Société à la suite de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location. L'objectif de ces mesures est de fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, à la perte de valeur du goodwill, au gain net sur la cession d'activités, aux frais de restructuration et autres, aux frais relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques ainsi qu'à l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance. La direction considère l'acquisition de Parts Alliance comme transformationnelle. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Marge du BAI ⁽¹⁾⁽²⁾ et marge du BAI ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾	<p>La marge du BAI est un pourcentage qui correspond au BAI divisé par les ventes. La marge du BAI ajusté est un pourcentage qui correspond au BAI ajusté divisé par les ventes.</p>

Flux de trésorerie disponibles ⁽³⁾	<p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : la variation des éléments du fonds de roulement, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des activités, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative aux tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p>
Endettement total net ⁽⁴⁾	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 17 aux états financiers consolidés</i>), nette de la trésorerie. À partir du 1er janvier 2019, l'endettement total net inclut les nouvelles obligations locatives provenant de l'adoption d'IFRS 16 - Contrats de location, pour lesquelles le montant initial comptabilisé est de 97 003 \$.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net, des débetures convertibles et du total des capitaux propres.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 17 aux états financiers consolidés</i>), divisée par la somme des débetures convertibles et le total des capitaux propres.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté.
Ratio du rendement du total des capitaux propres moyens ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond au résultat net, divisé par le total des capitaux propres moyen.
Ratio du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond au résultat ajusté ⁽¹⁾ , auquel l'amortissement des immobilisations incorporelles de Parts Alliance est réintégré, divisé par le total des capitaux propres moyen.
Ratio de distribution de dividende ⁽⁴⁾	Ce ratio correspond au résultat ajusté par action ⁽¹⁾ de l'exercice précédent, converti en dollars canadiens en utilisant le taux de change de clôture de la même période, divisé par le dividende versé en dollars canadiens par action de la période courante.

⁽¹⁾ Voir la section « Analyse des résultats consolidés » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽²⁾ Avec l'adoption d'IFRS 16 — Contrats de location, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance. (*Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 — Contrats de location »*).

⁽³⁾ Voir la section « Flux de trésorerie » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽⁴⁾ Voir la section « Structure de capital » pour plus de renseignements.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. L'état consolidé des résultats de 2019 inclut une charge de loyer moindre découlant du retrait des contrats de location simple, des charges financières plus élevées résultant des intérêts sur les obligations locatives et une charge d'amortissement relative aux actifs au titre de droits d'utilisation accrue. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 — Contrats de location »).

VENTES

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
<i>FinishMaster États-Unis</i>	198 271	203 440	830 765	829 982
<i>Produits automobiles Canada</i>	122 321	122 460	516 112	503 829
<i>Parts Alliance Royaume-Uni</i>	92 010	93 555	392 695	418 154
Ventes	412 602	419 455	1 739 572	1 751 965
		%		%
Variation des ventes	(6 853)	(1,6)	(12 393)	(0,7)
Impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling	560	0,1	30 931	1,8
Nombre de jours de facturation	(223)	(0,0)	(1 013)	(0,1)
Érosion des ventes provenant de l'intégration de magasins corporatifs	3 392	0,8	4 417	0,3
Acquisitions	(1 611)	(0,4)	(13 330)	(0,8)
Croissance organique consolidée	(4 735)	(1,1)	8 612	0,5

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes consolidées, lorsque comparées au trimestre correspondant de 2018, ont diminué de 1,6 %. Cette performance est principalement attribuable à la décroissance organique et à l'érosion des ventes provenant de l'intégration de magasins corporatifs, qui ont partiellement été contrebalancées par la contribution des acquisitions d'entreprises.

Tous les secteurs ont expérimenté un trimestre plus faible, au cours duquel le secteur FinishMaster États-Unis a affronté une forte concurrence, le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a fait face à des défis macroéconomiques se prolongeant, alors que le secteur Produits Automobiles Canada a subi l'effet d'un échéancier différent des ventes. Par conséquent, la croissance organique a été négative de 4 735 \$ ou 1,1 % pour le trimestre.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes consolidées pour la période de douze mois, lorsque comparées à la période correspondante de 2018, ont été affectées par la baisse du dollar canadien et de la livre sterling lors de leur conversion au dollar américain de 30 931 \$ ou 1,8 %. En excluant l'effet des devises, les ventes consolidées ont augmenté de 18 538 \$ ou 1,1 % pour la période de douze mois. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions d'entreprises de 0,8 % et à la croissance organique de 0,5 %.

Pour la période de douze mois, les secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis ont enregistré respectivement une croissance organique de 2,4 % et 0,5 % contrebalançant la décroissance organique de 1,9 % du secteur Parts Alliance Royaume-Uni.

MARGE BRUTE

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Marge brute	128 274	134 603	550 336	575 169
<i>En % des ventes</i>	31,1 %	32,1 %	31,6 %	32,8 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge brute, en pourcentage des ventes, a diminué de 100 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2018, principalement en raison d'une pression sur les prix et d'un changement dans la composition de la clientèle affectant le secteur FinishMaster États-Unis. De plus, les incitatifs des fournisseurs du secteur Parts Alliance Royaume-Uni ont été affectés par la baisse du volume de ses activités de ventes.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une composition favorable des canaux de distribution dans le secteur Produits automobiles Canada résultant d'une pondération croissante du réseau de magasins corporatifs BUMPER TO BUMPER®, lesquels ont des marges plus élevées, conjointement à l'acquisition d'AutoChoice Parts & Paint Limited.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge brute, en pourcentage des ventes, a diminué de 120 points de base, comparativement à la période correspondante de 2018, ce qui s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

De plus, la hausse des activités de ventes dans le secteur Produits Automobiles Canada et sa performance ont généré des rabais additionnels.

AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Avantages du personnel	74 611	76 932	309 270	315 166
<i>En % des ventes</i>	18,1 %	18,3 %	17,8 %	18,0 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 20 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2018, bénéficiant de l'ensemble des initiatives relatives au PIP.

Cet élément a été partiellement contrebalancé par une diminution de l'absorption de la rémunération fixe découlant de la baisse des activités de ventes, ainsi que par une augmentation de la rémunération liée à la performance relativement à l'amélioration des résultats sectoriels au cours du second semestre de 2019, alors qu'en 2018 des renversements avaient été enregistrés. De plus, l'ouverture de nouveaux magasins, au cours des 12 derniers mois au Royaume-Uni, a eu un impact de 30 points de base, exigeant des ressources additionnelles et affectant les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, jusqu'à ce que le niveau de rendement optimal soit atteint.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 20 points de base comparativement à la période correspondante de 2018, bénéficiant des économies de coûts provenant du PIP ainsi que d'une meilleure absorption de la rémunération fixe provenant de la croissance organique globale.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par un impact de 30 points de base dû aux ouvertures de nouveaux magasins corporatifs des 12 derniers mois au Royaume-Uni, de même que par les récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles affectent les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, jusqu'à leur optimisation.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Autres dépenses d'exploitation	25 733	36 243	111 135	140 474
<i>En % des ventes</i>	6,2 %	8,6 %	6,4 %	8,0 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Excluant l'impact relatif à l'IFRS 16 - Contrats de location, lequel représente environ 160 points de base, les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, se sont améliorées de 80 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2018, bénéficiant d'une diminution des frais professionnels ainsi que d'économies provenant du PIP. Par ailleurs, le quatrième trimestre de 2018 avait été affecté par des pertes de change sur devises étrangères relativement aux variations du dollar canadien.

Ces éléments favorables ont été partiellement contrebalancés par une absorption défavorable des coûts fixes due à la décroissance organique enregistrée au cours du trimestre. Par ailleurs, les ouvertures de magasins corporatifs des 12 derniers mois au Royaume-Uni, de même que les récentes acquisitions d'entreprises, affectent les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, tant que leur niveau de rendement optimal respectif n'a pas été atteint.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Excluant l'impact relatif à l'IFRS 16 - Contrats de location, lequel représente environ 150 points de base, les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, se sont améliorées de 10 points de base, comparativement à la période correspondante de 2018, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux du trimestre.

ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux sont composés de facteurs qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour l'exercice. Les éléments spéciaux sont détaillés comme suit :

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Perte de valeur du goodwill	45 000	-	45 000	-
Gain net sur la cession d'activités	607	-	(18 788)	-
Frais de restructuration et autres relatifs au PIP	4 989	6 269	17 503	6 269
Examen des solutions de rechange stratégiques	5 331	2 270	9 758	7 466
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	-	106	-	854
	55 927	8 645	53 473	14 589

Perte de valeur du goodwill

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société a comptabilisé une perte de valeur sur le goodwill totalisant 45 000 \$ relativement à l'unité génératrice de trésoreries du Royaume-Uni. Cette perte de valeur résulte de la faiblesse du marché européen et de l'incertitude entourant le Brexit.

Un des principaux facteurs de croissance de cette unité génératrice de trésoreries est l'ouverture de nouveaux magasins, exigeant des investissements et augmentant les coûts fixes jusqu'à l'atteinte du niveau de rendement optimal. Les conditions existantes du marché, affectant le potentiel de ventes et la croissance, réduisent considérablement les flux de trésorerie attendus. Alors que le PIP a été étendu au cours du troisième trimestre de 2019 en vue de mieux aligner les activités, le prolongement des incertitudes a nécessité de dévaluer une portion du goodwill attribuable à cette unité génératrice de trésoreries. *(Pour plus de renseignements, voir la note 14 aux états financiers consolidés.)*

Gain net sur la cession d'activités

Le 30 septembre 2019, la Société a complété la vente de tous les actifs relatifs au programme de bannière ProColor, une division distincte de ses activités, lancée en 2001 et comptant un réseau de 172 ateliers de carrosserie au moment de la transaction.

Au 31 décembre 2019, le prix de vente total s'élevé à 19 528 \$. Les actifs vendus, composés principalement d'immobilisations corporelles, ont généré un gain net de 18 788 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Frais de restructuration et autres relatifs au PIP

En janvier 2019, la Société a annoncé un vaste plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis, qui est composé principalement d'une réduction des effectifs et de l'intégration d'emplacements, tout en optimisant la chaîne d'approvisionnement. Le Plan 25/20 annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018 et le plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis, combinés ensemble, sont désormais désignés sous le nom de « Plan d'amélioration de la performance » de la Société. Au cours de 2019, en raison de l'incertitude et des défis macroéconomiques sévissant au Royaume-Uni ainsi que de la forte concurrence aux États-Unis, la Société a successivement étendu le PIP, y ajoutant des nouvelles initiatives novatrices.

Pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres de 4 989 \$ et 17 503 \$, respectivement (6 269 \$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2018). Ces frais se détaillent comme suit :

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Frais de restructuration ⁽¹⁾	-	5 055	4 605	5 055
Autres frais encourus ⁽²⁾	2 763	1 214	6 953	1 214
Frais hors caisse relatifs à la radiation d'actifs ⁽³⁾	2 226	-	5 945	-
	4 989	6 269	17 503	6 269

⁽¹⁾ Principalement pour des indemnités de départ.

⁽²⁾ Composés principalement des frais de consultants visant l'optimisation des processus de logistique, de la liquidation d'inventaires, des frais de déménagement et des bonis de rétention.

⁽³⁾ Principalement des pertes de valeur sur immobilisations corporelles. (Pour plus de renseignements, voir la note 13 aux états financiers consolidés.)

Examen des solutions de rechange stratégiques

Le 18 septembre 2018, la Société a annoncé des changements à la direction avec le départ immédiat et le remplacement de son président et chef de la direction, et du président et chef de l'exploitation de FinishMaster, Inc., ce qui a mené à l'examen des solutions de rechange stratégiques. L'examen stratégique s'est conclu le 18 décembre 2019 à la suite de l'émission des débentures convertibles.

Pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais totalisant 5 331 \$ et 9 758 \$, respectivement (2 270 \$ et 7 466 \$ respectivement pour 2018). Ces frais se détaillent comme suit :

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Indemnités de départ	-	63	-	4 653
Bonis de rétention	1 026	898	3 578	1 504
Autres frais ⁽¹⁾	4 305	1 309	6 180	1 309
	5 331	2 270	9 758	7 466

⁽¹⁾ Composés principalement de frais de consultants relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques et de frais financiers relatifs à l'émission des débentures convertibles.

Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance

En lien avec l'acquisition de Parts Alliance complétée en août 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction pour un montant de 106 \$ et 854 \$ pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2018. Ces frais de transaction incluent des frais d'acquisition de 294 \$, pour la période de douze mois et d'autres charges relatives à l'acquisition de 106 \$ et 560 \$ respectivement pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2018.

BAIIA

À la suite de l'adoption d'IFRS 16 — Contrats de location, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance, plutôt que le BAIIA utilisé précédemment. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 — Contrats de location ».)

La conciliation suivante du BAIIA ajusté proforma a été préparée pour fins d'illustration et d'information seulement.

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
Résultat net	(49 447)	(2 363)		(19 845)	36 497	
Charge d'impôt sur le résultat	(2 083)	(489)		2 456	8 180	
Amortissement	16 042	10 265		64 187	39 702	
Charges financières, montant net	7 491	5 370		29 660	20 561	
BAIIA	(27 997)	12 783	(319,0)	76 458	104 940	(27,1)
<i>Marge du BAIIA</i>	(6,8 %)	3,0 %		4,4 %	6,0 %	
Éléments spéciaux	55 927	8 645		53 473	14 589	
BAIIA ajusté	27 930	21 428	30,3	129 931	119 529	8,7
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	6,8 %	5,1 %		7,5 %	6,8 %	
Charge de loyer prise en compte dans l'évaluation de l'obligation locative ⁽¹⁾	(7 582)	-		(28 921)	-	
BAIIA ajusté proforma	20 348	21 428	(5,0)	101 010	119 529	(15,5)
<i>Marge du BAIIA ajusté proforma</i>	4,9 %	5,1 %		5,8 %	6,8 %	

⁽¹⁾ Incluent les nouveaux contrats de location de plus de 12 mois pour l'expansion du réseau de magasins corporatifs et de centres de distribution.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Charges financières, montant net	7 491	5 370	29 660	20 561
<i>En % des ventes</i>	1,8 %	1,3 %	1,7 %	1,2 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation des charges financières, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est en partie attribuable à la charge d'intérêts sur les obligations locatives, laquelle représente 30 points de base. Cette charge résulte de l'adoption d'IFRS 16 - Contrats de location le 1er janvier 2019, ainsi que de nouveaux baux contractés au cours des 12 derniers mois relativement à l'expansion du réseau de magasins corporatifs et des centres de distribution. De plus, l'augmentation de la dette moyenne a engendré des frais d'emprunt plus élevés, représentant approximativement 20 points de base.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'augmentation des charges financières, comparativement à la période correspondante de 2018, est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre. L'impact de la charge d'intérêts sur les obligations locatives et l'augmentation des frais d'emprunt représentent respectivement 30 et 20 points de base pour l'exercice.

(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

AMORTISSEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Amortissement	16 042	10 265	64 187	39 702
<i>En % des ventes</i>	3,9 %	2,4 %	3,7 %	2,3 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation de l'amortissement, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est attribuable à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, représentant 140 points de base, un résultat provenant de l'adoption d'IFRS 16 - Contrats de location le 1er janvier 2019, ainsi que de nouveaux baux contractés au cours des 12 derniers mois pour l'expansion du réseau de magasins corporatifs et des centres de distribution.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'augmentation de l'amortissement, comparativement à la période correspondante de 2018, est attribuable au même facteur que celui affectant le trimestre. L'impact de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation représente 140 points de base pour l'exercice.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

BAI

À la suite de l'adoption d'IFRS 16 — Contrats de location, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance, plutôt que le BAIIA utilisé précédemment. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 — Contrats de location ».)

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
Résultat net	(49 447)	(2 363)		(19 845)	36 497	
Charge d'impôt sur le résultat	(2 083)	(489)		2 456	8 180	
BAI	(51 530)	(2 852)	(1 706,8)	(17 389)	44 677	(138,9)
<i>Marge du BAI</i>	(12,5 %)	(0,7 %)		(1,0 %)	2,6 %	
Éléments spéciaux	55 927	8 645		53 473	14 589	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance	1 040	1 299		4 652	5 142	
BAI ajusté	5 437	7 092	(23,3)	40 736	64 408	(36,8)
<i>Marge du BAI ajusté</i>	1,3 %	1,7 %		2,3 %	3,7 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAI ajusté a diminué de 40 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2018. Cette variation s'explique principalement par une pression sur les prix et un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis, ainsi que par une baisse des activités de ventes au cours du trimestre, affectant les conditions d'achat et l'absorption des coûts fixes. La marge du BAI ajusté a également été affectée par les ouvertures de nouveaux magasins corporatifs.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par les économies globales réalisées en regard du PIP ainsi que par la diminution des frais professionnels. Les bénéfices du PIP ont été plus importants au cours du quatrième trimestre, diminuant la variation de la marge du BAI ajusté comparativement à 2018 et aux trimestres précédents.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAI ajusté a diminué de 140 points de base comparativement à la période correspondante de 2018. Cette variation s'explique principalement par une pression sur les prix et un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis, l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs ainsi que des frais d'emprunt plus élevés en lien avec le niveau de la dette.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les économies globales réalisées en regard du PIP.

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(2 083)	(489)	2 456	8 180
<i>Taux d'imposition</i>	4,0 %	17,1 %	(14,1 %)	18,3 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation du taux d'imposition, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est principalement attribuable aux éléments spéciaux, en particulier la perte de valeur non déductible du goodwill de 45 000 \$ comptabilisée au cours du trimestre.

Excluant l'impact des éléments spéciaux, le taux d'imposition a diminué de 7,3 % pour le trimestre, attribuable aux différents taux d'imposition des juridictions étrangères et à une pondération géographique différente du « résultat avant impôt sur le résultat ». Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une modification désavantageuse aux lois fiscales américaines proposée en 2018, impactant le bénéfice fiscal en regard d'une structure de financement.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation du taux d'imposition, comparativement à la période correspondante de 2018, est principalement attribuable aux éléments spéciaux, en particulier la perte de valeur non déductible du goodwill de 45 000 \$ comptabilisée au cours du quatrième trimestre, ainsi que la portion imposable du gain relatif à la vente du programme de bannière ProColor comptabilisée au cours du troisième trimestre, qui a été contrebalancée par l'utilisation de pertes en capital reportées non reconnues.

Excluant l'impact des éléments spéciaux, le taux d'imposition a augmenté de 4,4 % pour l'exercice, principalement en lien aux lois fiscales américaines désavantageuses proposées en 2018, impactant le bénéfice fiscal en regard d'une structure de financement.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT PAR ACTION

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
Résultat net	(49 447)	(2 363)	(1 992,6)	(19 845)	36 497	(154,4)
Éléments spéciaux, nets d'impôt	53 144	6 741		46 755	10 811	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	863	1 052		3 861	4 165	
Résultat ajusté	4 560	5 430	(16,0)	30 771	51 473	(40,2)
Résultat par action	(1,17)	(0,06)	(1 850,0)	(0,47)	0,86	(154,7)
Éléments spéciaux, nets d'impôt	1,26	0,16		1,11	0,26	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	0,02	0,03		0,09	0,10	
Résultat par action ajusté	0,11	0,13	(15,4)	0,73	1,22	(40,2)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution de 870 \$ ou 16,0 % du résultat ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2018, provient principalement d'un BAI ajusté plus faible et d'un taux d'imposition différent.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La diminution de 20 702 \$ ou 40,2 % du résultat ajusté, comparativement à la période correspondante de 2018, provient des mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière : les ventes sont historiquement plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres pour les secteurs FinishMaster États-Unis et Produits automobiles Canada et au cours des premiers et deuxièmes trimestres pour le secteur Parts Alliance Royaume-Uni. Les ventes sont aussi affectées par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des rapports financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

	2019				2018			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes								
<i>FinishMaster États-Unis</i>	198 271	215 735	212 249	204 510	203 440	214 209	210 954	201 379
<i>Produits automobiles Canada</i>	122 321	137 233	143 445	113 113	122 460	131 128	139 572	110 669
<i>Parts Alliance Royaume-Uni</i>	92 010	97 790	100 481	102 414	93 555	103 508	111 045	110 046
	412 602	450 758	456 175	420 037	419 455	448 845	461 571	422 094
BAIIA	(27 997)	51 365	31 734	21 356	12 783	29 712	35 443	27 002
<i>Marge du BAIIA</i>	(6,8 %)	11,4 %	7,0 %	5,1 %	3,0 %	6,6 %	7,7 %	6,4 %
BAIIA ajusté	27 930	37 742	35 808	28 451	21 428	34 924	35 557	27 620
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	6,8 %	8,4 %	7,8 %	6,8 %	5,1 %	7,8 %	7,7 %	6,5 %
BAI ⁽¹⁾	(51 530)	26 898	8 540	(1 297)	(2 852)	14 382	21 042	12 105
<i>Marge du BAI ⁽¹⁾</i>	(12,5 %)	6,0 %	1,9 %	(0,3 %)	(0,7 %)	3,2 %	4,6 %	2,9 %
BAI ajusté ⁽¹⁾	5 437	14 343	13 877	7 079	7 092	20 887	22 261	14 168
<i>Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾</i>	1,3 %	3,2 %	3,0 %	1,7 %	1,7 %	4,7 %	4,8 %	3,4 %
Éléments spéciaux	55 927	(13 623)	4 074	7 095	8 645	5 212	114	618
Résultat net	(49 447)	24 617	6 318	(1 333)	(2 363)	10 594	17 875	10 391
Résultat ajusté	4 560	10 739	10 422	5 050	5 430	15 528	18 399	12 116
Résultat net de base par action	(1,17)	0,58	0,15	(0,03)	(0,06)	0,25	0,42	0,25
Résultat ajusté de base par action	0,11	0,25	0,25	0,12	0,13	0,37	0,44	0,29
Résultat net dilué par action	(1,17)	0,58	0,15	(0,03)	(0,06)	0,25	0,42	0,25
<i>Dividende déclaré par action (\$CA)</i>	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925
<i>Taux de change moyen des résultats (\$CA)</i>	0,76:1 \$	0,76:1 \$	0,75:1 \$	0,75:1 \$	0,76:1 \$	0,77:1 \$	0,77:1 \$	0,79:1 \$
<i>Taux de change moyen des résultats (£)</i>	1,29:1 \$	1,23:1 \$	1,29:1 \$	1,30:1 \$	1,29:1 \$	1,30:1 \$	1,36:1 \$	1,39:1 \$

⁽¹⁾ À la suite de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location, la Société considère le BAI comme la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location ».)

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 – Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. L'état consolidé des résultats de 2019 inclut une charge de loyer moindre découlant du retrait des contrats de location simple, des charges financières plus élevées résultant des intérêts sur les obligations locatives et une charge d'amortissement relative aux actifs au titre de droits d'utilisation accrue. Pour ces raisons, la Société considère le BAI comme étant la mesure à privilégier pour comparer et évaluer ses résultats et sa performance, plutôt que le BAIIA utilisé précédemment. (Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location »).

INFORMATION SECTORIELLE

La Société rapporte l'information sur quatre secteurs d'activités isolables :

- FinishMaster États-Unis :** distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain.
- Produits automobiles Canada :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes, à travers le réseau canadien.
- Parts Alliance Royaume-Uni :** distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni.
- Corporatif et autres :** dépenses du siège social et aux autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

Ventes

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Ventes	198 271	203 440	830 765	829 982
		%		%
Variation des ventes	(5 169)	(2,5)	783	0,1
Érosion des ventes provenant de l'intégration de magasins corporatifs	2 639	1,3	3 636	0,4
Croissance organique	(2 530)	(1,2)	4 419	0,5

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Le secteur FinishMaster États-Unis a rapporté une diminution des ventes de 2,5 %, comparativement au trimestre correspondant de 2018. Les ventes ont été affectées par l'érosion provenant de l'intégration de magasins corporatifs et la décroissance organique. L'érosion des ventes a été plus importante au cours du quatrième trimestre que lors des trimestres précédents, reflétant l'impact complet des 22 magasins corporatifs déjà intégrés au 30 septembre 2019.

Ce secteur a connu un trimestre plus difficile, enregistrant une décroissance organique de 1,2 %, faisant face à un environnement fortement concurrentiel, couplé à une faiblesse du marché de la carrosserie, alors que sept magasins corporatifs ont été intégrés (29 depuis le début de l'exercice). Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la croissance des comptes nationaux et les hausses de prix.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Le secteur FinishMaster États-Unis a rapporté une augmentation des ventes de 0,1 %, comparativement à la période correspondante de 2018, la croissance organique ayant été contrebalancée par l'érosion des ventes provenant de l'intégration de 29 magasins corporatifs au cours de la période de douze mois.

La croissance organique de 0,5 % enregistrée par ce secteur au cours de la période de douze mois est essentiellement attribuable aux efforts déployés par l'équipe de ventes, à la croissance des comptes nationaux ainsi qu'aux hausses de prix, surmontant la forte concurrence et un marché de la carrosserie moins vigoureux, tout en exécutant le PIP.

BAI

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
BAI	7 407	6 813	8,7	33 926	56 100	39,5
<i>Marge du BAI</i>	3,7 %	3,3 %		4,1 %	6,8 %	
Éléments spéciaux	1 847	1 693		9 354	1 693	
BAI ajusté	9 254	8 506	8,8	43 280	57 793	25,1
<i>Marge du BAI ajusté</i>	4,7 %	4,2 %		5,2 %	7,0 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAI ajusté s'est améliorée de 50 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2018, bénéficiant des économies réalisées en regard du PIP ainsi que de la diminution des frais professionnels et de la charge pour mauvaises créances.

Ces facteurs ont plus que contrebalancé l'impact négatif des changements dans la composition de la clientèle et d'une pression sur les prix, compressant la marge brute.

Le trimestre a bénéficié pleinement des 22 magasins corporatifs déjà intégrés à la fin du trimestre précédent, ainsi que des 7 autres intégrés au cours du trimestre. Les initiatives mises en place dans le cadre du PIP ont favorisé la marge trimestrielle du BAI ajusté, laquelle s'est améliorée, comparativement au trimestre correspondant de 2018, pour la première fois de l'exercice.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAI ajusté a diminué de 180 points de base, comparativement à la période correspondante de 2018, affectée par un changement dans la composition de la clientèle et une pression sur les prix, compressant la marge brute.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les économies réalisées provenant des initiatives en regard du PIP, l'intégration de 29 magasins corporatifs au cours de l'exercice ainsi que la diminution de la charge pour mauvaises créances en raison des efforts de recouvrement soutenus.

La revue approfondie, entreprise en janvier 2019 afin de développer un plan pour aligner le modèle d'affaires aux conditions du marché en évolution, est composée d'une réduction de l'effectif, de la fermeture de magasins corporatifs ainsi que d'une revue de la structure organisationnelle, en plus de la réduction de coûts initiée en 2018. Ces initiatives ont progressé comme prévu avec l'intégration de 29 magasins corporatifs au cours de la période de douze mois.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES CANADA**Ventes**

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Ventes	122 321	122 460	516 112	503 829
		%		%
Variation des ventes	(139)	(0,1)	12 283	2,4
Impact de la conversion du dollar canadien	227	0,2	12 249	2,4
Nombre de jours de facturation	(223)	(0,2)	(1 013)	(0,2)
Acquisitions	(1 611)	(1,3)	(11 438)	(2,2)
Croissance organique	(1 746)	(1,4)	12 081	2,4

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes du secteur Produits Automobiles Canada ont été similaires à celles du trimestre correspondant de 2018, grâce à la contribution des acquisitions d'entreprises faisant contrepoids à la décroissance organique.

Ce secteur a enregistré une décroissance organique de 1,4 % pour le trimestre, affecté par un échéancier différent des ventes de peinture automobile et d'accessoires connexes, lequel avait été favorable à la performance du premier semestre de l'exercice. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par la promotion des marques privées.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur, une fois ajustées de l'impact du dollar canadien lors de sa conversion en dollar américain, ont augmenté de 4,8 % comparativement à la période correspondante de 2018. Cette augmentation provient d'une croissance organique de 2,4 % et de la contribution des acquisitions d'entreprises de 2,2 %.

La croissance organique enregistrée par ce secteur pour la période de douze mois est attribuable aux initiatives axées sur le service à la clientèle ainsi qu'à la croissance de la clientèle actuelle.

BAI

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
BAI	(33)	3 122	(101,1)	39 200	16 473	138,0
<i>Marge du BAI</i>	0,0 %	2,5 %		7,6 %	3,3 %	
Éléments spéciaux	3 647	3 346		(13 868)	3 346	
BAI ajusté	3 614	6 468	(44,1)	25 332	19 819	27,8
<i>Marge du BAI ajusté</i>	3,0 %	5,3 %		4,9 %	3,9 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAI ajusté a diminué de 230 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2018.

Le quatrième trimestre de 2018 avait été favorisé par un niveau supérieur de rabais annuels de performance ainsi que par un renversement de la rémunération à court terme et à long terme. Ces éléments n'ont pas été répétés en 2019.

Cependant, le trimestre courant de 2019 a bénéficié d'économies relatives au PIP ainsi que de la contribution de l'acquisition d'AutoChoice Parts & Paints Limited.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAI ajusté s'est améliorée de 100 points de base, comparativement à la période correspondante de 2018, bénéficiant de la performance des magasins corporatifs, stimulés par les initiatives d'optimisation implantées récemment dans le cadre du PIP, ainsi que d'un volume de ventes plus élevé provenant principalement de l'acquisition AutoChoice Parts & Paints Limited. De plus, des gains de change sur devises étrangères ont été comptabilisés au cours de la période de douze mois, alors que des pertes avaient été comptabilisées en 2018.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par des charges plus importantes de rémunération à court terme et à long terme, en lien avec la performance annuelle.

Par rapport au PIP, le secteur Produits automobiles Canada a intégré les activités des centres de distribution de Saskatoon et Calgary dans un centre de distribution supérieur à Calgary, dont les activités ont commencé au cours du premier trimestre de 2019. De plus, ce secteur a ouvert un super-magasin dans la région métropolitaine de Montréal et a intégré un magasin corporatif. Ces initiatives ont permis d'optimiser les services et les processus de la chaîne d'approvisionnement.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PARTS ALLIANCE ROYAUME-UNI

Ventes

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Ventes	92 010	93 555	392 695	418 154
		%		%
Variation des ventes	(1 545)	(1,7)	(25 459)	(6,1)
Impact de la conversion de la livre sterling	333	0,4	18 682	4,5
Érosion des ventes provenant de l'intégration de magasins corporatifs	753	0,8	781	0,2
Acquisitions	-	-	(1 892)	(0,5)
Croissance organique	(459)	(0,5)	(7 888)	(1,9)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes de ce secteur, une fois ajustées de l'impact de la conversion de la livre sterling au dollar américain, ont diminué de 1,3 % comparativement au trimestre correspondant de 2018. Les ventes ont été affectées par une érosion de 0,8 % provenant de l'intégration de six magasins corporatifs (10 depuis le début de l'exercice) et une décroissance organique de 0,5 %.

La croissance organique de ce secteur a été affectée par les conditions macroéconomiques difficiles au Royaume-Uni et l'incertitude persistante concernant le Brexit, qui ont été partiellement contrebalancées par la contribution des récentes ouvertures de magasins corporatifs. Le secteur Parts Alliance Royaume-Uni concentre ses efforts sur des initiatives visant à stimuler les ventes, dont la croissance des ventes en ligne et la signature de nouvelles ententes de comptes nationaux.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur, une fois ajustées de l'impact de la conversion de la livre sterling au dollar américain, ont diminué de 1,6 % comparativement à la période correspondante de 2018. La variation est attribuable à la décroissance organique de 1,9 % qui a été partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions d'entreprises.

La croissance organique de ce secteur a été affectée par plusieurs facteurs : une diminution de ventes de produits électriques en raison d'un hiver clément, comparativement à un hiver rigoureux en 2018, la perte d'un contrat de vente durant le dernier trimestre de 2018, l'érosion relative à l'intégration de 10 magasins corporatifs au cours de l'exercice, ainsi que les difficultés macroéconomiques et l'incertitude du Brexit. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la contribution des récentes ouvertures de magasins corporatifs. Au cours de la période de douze mois, cinq magasins corporatifs ont été ouverts, pour un total de 20 depuis son acquisition, permettant une présence accrue au Royaume-Uni.

BAI

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
BAI	220	(77)	385,7	(147)	17 962	(100,8)
Marge du BAI	0,2 %	(0,1 %)		0,0 %	4,3 %	
Éléments spéciaux	102	1 230		3 229	1 230	
BAI ajusté	322	1 153	(72,1)	3 082	19 192	(83,9)
Marge du BAI ajusté	0,3 %	1,2 %		0,8 %	4,6 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAI ajusté a diminué de 90 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2018, un résultat direct de la baisse du volume des activités de ventes, impactant l'absorption de coûts fixes. De plus, la marge du BAI ajusté a été affectée par les récents investissements pour l'expansion et l'optimisation du réseau. Les nouveaux emplacements ainsi que ceux qui ont été agrandis devraient atteindre leur niveau de productivité optimale à l'intérieur d'une période de 12 à 24 mois suivant leur ouverture.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les économies provenant d'initiatives effectuées dans le cadre du PIP. Au cours du trimestre courant, le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a rationalisé sa structure organisationnelle. Cette initiative, combinée avec l'alignement des heures de travail selon les heures de pointe des magasins corporatifs, implanté au cours du troisième trimestre, permet une plus grande flexibilité afin de faire face aux difficultés du marché. De plus, six magasins corporatifs ont été intégrés.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAI ajusté a diminué de 380 points de base, comparativement à la période correspondante de 2018. Cette variation est essentiellement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

Dans le cadre du PIP, ce secteur a inauguré, au cours du premier trimestre de 2019, un nouveau centre de distribution national situé au cœur du Royaume-Uni, offrant la possibilité de croître tout en améliorant l'efficacité. Les initiatives d'amélioration de la productivité et de la marge ainsi que les initiatives de contrôle des coûts annoncées en août 2019 afin d'adapter le modèle d'affaires aux défis macroéconomiques étaient, pour la plupart, mises en place à la fin de l'exercice, améliorant la situation de ce secteur pour le futur. De plus, 10 magasins corporatifs ont été intégrés au cours de l'exercice.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – CORPORATIF ET AUTRES

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2019	2018	%	2019	2018	%
BAI	(59 124)	(12 710)	(365,2)	(90 368)	(45 858)	(97,1)
Éléments spéciaux	50 331	2 376		54 758	8 320	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance	1 040	1 299		4 652	5 142	
BAI ajusté	(7 753)	(9 035)	14,2	(30 958)	(32 396)	4,4

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'amélioration de la marge du BAI ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est principalement attribuable à des frais professionnels moindres engagés au cours du trimestre courant. De plus, le quatrième trimestre de 2018 avait été affecté par une charge provenant des contrats de swaps sur actions relatifs à la rémunération à base d'actions en lien avec le prix de l'action.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des frais d'emprunt plus élevés dus à l'augmentation du niveau de dette moyen comparativement à 2018.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'amélioration de la marge du BAI ajusté, comparativement à la période correspondante de 2018, est principalement attribuable à des frais professionnels moindres engagés en 2019, ainsi qu'à la diminution des charges relatives à la rémunération à long terme, lesquelles sont affectées par le prix de l'action et la performance de la Société.

Ces facteurs ont été contrebalancés par des frais d'emprunt plus élevés dus à l'augmentation du niveau de dette moyen comparativement à 2018.

FLUX DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 520	13 398	33 332	94 579

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est attribuable à un échéancier différent d'achats et des transactions à même le programme de financement des comptes fournisseurs.

Ces flux ont été partiellement contrebalancés par une réduction du niveau des stocks et de plus faibles acomptes provisionnels d'impôts corporatifs.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comparativement à la période correspondante de 2018, est principalement expliquée par un changement de termes de paiements avec un fournisseur et une utilisation différente du programme de financement des comptes fournisseurs, ainsi que par des paiements plus importants d'intérêts sur la dette à long terme.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une réduction du niveau des stocks, une amélioration du recouvrement des débiteurs et une diminution des acomptes provisionnels d'impôts corporatifs.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 153)	(38 178)	(14 054)	(86 193)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution des sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement au trimestre correspondant de 2018, est principalement le résultat d'un niveau plus faible d'investissements en acquisitions d'entreprises et en immobilisations au cours du trimestre. En 2018, la Société a acquis AutoChoice Parts & Paint Limited et a investi dans des centres de distribution de plus grande envergure au Canada et au Royaume-Uni dans le cadre du PIP.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La diminution des sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement à la période correspondante de 2018, est le résultat d'un niveau plus faible, en 2019, d'acquisitions d'entreprises et d'incitatifs aux clients, combiné avec le produit de la vente du programme de bannière ProColor à la fin du troisième trimestre de 2019.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	15 577	21 979	7 819	(30 594)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement, comparativement au trimestre correspondant de 2018, s'explique principalement par des remboursements plus importants en regard de la dette à long terme, tout en conservant un niveau plus élevé de trésorerie provenant de l'émission des débentures convertibles à des fins futures.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement, comparativement à la période correspondante de 2018, s'explique principalement par des remboursements plus importants en regard de la dette à long terme en 2018 en utilisant l'excès de trésorerie disponible au début de l'exercice. La Société a terminé l'exercice 2019 avec un niveau plus élevé de trésorerie provenant de l'émission des débentures convertibles, qui sera utilisé à des fins futures.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 520	13 398	33 332	94 579
Variation des éléments de fonds de roulement	26 060	3 009	93 980	5 163
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 379)	(8 675)	(21 649)	(19 391)
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période	(137)	41	(5)	(449)
Flux de trésorerie disponibles	24 064	7 773	105 658	79 902

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles, comparativement au trimestre correspondant de 2018, s'explique principalement par un niveau plus faibles acomptes provisionnels d'impôts corporatifs et d'investissements en immobilisations corporelles au cours du trimestre.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'amélioration des flux de trésorerie disponibles, comparativement à la période correspondante de 2018, s'explique principalement par de plus faibles acomptes provisionnels d'impôts corporatifs en 2019, qui ont été partiellement contrebalancés par des paiements d'intérêts plus importants en regard sur la dette à long terme.

FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT

La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.

DETTE À LONG TERME ET FACILITÉS DE CRÉDIT

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. L'état consolidé de la situation financière inclut de nouveaux passifs à long terme (obligations locatives) comptabilisés au 1er janvier 2019 pour 97 003 \$. (Voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location » pour plus de renseignements).

Le tableau suivant présente la composition de la dette à long terme :

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 déc.	1er janv.	31 déc.
				2019	2019	2018
Facilité de crédit rotatif, taux variables ^{(1) (2)}	2023	3,51 % à 7,00 %	-	372 472	414 741	414 741
Obligations locatives – véhicules, taux variables	-	-	4 027	10 979	11 987	11 987
Obligations locatives – bâtiments, taux variables ⁽³⁾	-	-	24 552	101 298	97 003	-
Autres	2021	-	15	18	11	11
			28 594	484 767	523 742	426 739
Portion courante sur la dette à long terme				28 594	26 674	4 136
Dette à long terme				456 173	497 068	422 603

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2019, un montant nominal de 375 956 \$ était utilisé en vertu de la facilité de crédit rotatif de la Société (418 220 \$ au 31 décembre 2018). L'écart de la valeur comptable présentée ci-dessus est composé de frais de financement différés.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2019, un montant principal de 296 291 \$ relatif à la facilité de crédit rotatif a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (302 865 \$ au 31 décembre 2018).

⁽³⁾ Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location ».

Facilité de crédit rotatif

En 2018, la Société a conclu la modification et la mise à jour de la convention de crédit (la « convention de crédit »). Par la conversion de la facilité de crédit à terme non garantie ainsi que son annulation immédiate, la convention de crédit a procuré une augmentation de 100 000 \$ à la facilité de crédit rotatif à long terme non garantie (la « facilité de crédit rotatif »). En décembre 2019, le montant total maximal du capital disponible a été réduit de 625 000 \$ à 575 000 \$. La facilité de crédit rotatif peut être remboursée en tout temps sans pénalité et est disponible en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le Libor, le Libor en euro, le Libor en livres sterling, les acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables.

Au 31 décembre 2019, un montant de 199 000 \$, sujet aux clauses financières, était disponible (207 000 \$ au 31 décembre 2018).

Facilité de lettre de crédit

En 2018, la Société a amendé les termes de sa facilité de lettre de crédit non garantie de 20 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2023. Cette facilité de crédit est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Leurs taux d'intérêt variables sont basés sur le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 18 décembre 2019, la Société a émis des débetures convertibles subordonnées non garanties de premier rang pour un capital de 125 000 \$CA. Les débetures convertibles sont offertes au prix de 1 000 \$CA par tranche de 1 000 \$CA de capital de débetures et portent intérêt à un taux de 6,00 % annuellement, payable semestriellement à terme échu les 18 juin et 18 décembre de chaque année. Les débetures convertibles ont une échéance de 7 ans à partir de leur date d'émission et sont convertibles en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur au prix de 13,57 \$CA par action, ce qui représente un taux de conversion de 73,69 actions par 1 000 \$CA de capital de débetures. La composante équité des débetures représente l'écart entre la juste valeur des débetures convertibles et la juste valeur de la composante de passif, laquelle a été déterminée en utilisant un taux d'intérêt effectif de 8,25 %.

Le tableau suivant présente le mouvement de la composante passif :

	31 décembre	
	2019	2018
Solde au début de l'exercice	-	-
Émission de débetures convertibles	95 026	-
Comptabilisation de la composante équité	(11 200)	-
Charge de désactualisation	64	-
Écarts de conversion	615	-
	84 505	-

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet aux institutions financières, en fonction des modalités de paiement prolongées conclues avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2019, Uni-Sélect a bénéficié de modalités de paiement prolongées additionnelles sur ces créditeurs pour un montant de 143 978 \$ et a utilisé un montant de 229 562 \$ de son programme (213 478 \$ et 291 582 \$ respectivement au 31 décembre 2018). La limite autorisée par les institutions financières est de 300 000 \$. Ces montants sont présentés dans les « créditeurs et charges à payer » aux états consolidés de la situation financière. Ce programme est disponible sur demande de la Société et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Instrument financiers dérivés – couverture des risques de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en circulation au 31 décembre 2019 sont présentés comme suit :

Monnaies (vendues/achetées)	Échéance	Taux moyen ⁽¹⁾	Montant nominal ⁽²⁾
Dollar canadien / dollar américain	Jusqu'en février 2020	0,75	4 118
Livre sterling / dollar américain	Jusqu'en mars 2020	1,31	1 891
Livre sterling / EURO	Jusqu'en mars 2020	1,17	2 217

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2019 ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instrument financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

La Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société, et ce pour un montant nominal de 42 500 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains (67 500 \$ au 31 décembre 2018), et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling (70 000 £ au 31 décembre 2018). Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêts entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

Instrument financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au prix du marché de ses actions ordinaires. Au 31 décembre 2019, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 214 277 actions ordinaires de la Société (364 277 au 31 décembre 2018).

BESOINS EN LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et de soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2020 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs pour la modernisation du réseau, l'équipement informatique et les logiciels, ainsi que le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules;
- les incitatifs accordés aux clients;
- le paiement de dividendes; et
- les investissements en lien avec le PIP.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paievements minimums futurs

Au 31 décembre 2019, les remboursements de capital sur la dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement), les débentures convertibles et les obligations locatives se présentent comme suit :

	2020	2021	2022	2023	2024	Par la suite
Facilité de crédit rotatif et autres ⁽¹⁾	15	3	-	375 956	-	-
Obligations locatives – véhicules ⁽²⁾	4 027	3 222	2 166	1 153	394	17
Obligations locatives – bâtiments ⁽²⁾	24 552	21 056	15 538	12 019	8 177	19 956
Débentures convertibles ⁽³⁾	-	-	-	-	-	84 505

⁽¹⁾ N'incluent pas les frais de financement et les obligations relatives aux intérêts de la dette.

⁽²⁾ Incluent les obligations relatives aux intérêts.

⁽³⁾ Incluent les obligations relatives à la charge de désactualisation seulement.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 1 644 \$. *(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)*

TRANSACTIONS HORS BILAN

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 43 768 \$ au 31 décembre 2019 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 42 479 \$ au 31 décembre 2018). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la direction et selon l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

Facilité de lettre de crédit

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société du fait que, le cas échéant, les garanties connexes sont comptabilisées directement dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit de 7 137 \$ au 31 décembre 2019 (7 337 \$ au 31 décembre 2018).

Engagements

La Société a divers contrats de location qui n'ont pas encore débuté au 31 décembre 2019. Les paiements de loyer futurs pour ces contrats de location non résiliables s'élèvent à 277 \$ pour le prochain exercice, 1 273 \$ d'ici cinq ans et 296 \$ par la suite.

STRUCTURE DE CAPITAL

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. L'état consolidé de la situation financière inclut de nouveaux passifs à long terme (obligations locatives) comptabilisés au 1er janvier 2019 pour 97 003 \$. Afin d'accroître la comparabilité des résultats, les ratios et les variations de la situation financière devraient être comparés aux données conciliées au 1er janvier 2019 plutôt qu'avec celles du 31 décembre 2018. (Voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location » pour plus de renseignements).

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure de son capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de distribution de dividendes du résultat ajusté converti en dollars canadiens de l'exercice précédent.

	31 déc. 2019	1er janv. 2019	31 déc. 2018
Composantes des ratios d'endettement :			
Dette à long terme	484 767	523 742	426 739
Endettement total net	449 059	515 706	418 703
Débetures convertibles	84 505	-	-
Total des capitaux propres	506 994	519 930	523 882
Ratios d'endettement ⁽¹⁾ :			
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres	43,2 %	49,8 %	44,4 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	82,0 %	100,7 %	81,5 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté	3,46	3,50	3,50
Ratio du rendement du total des capitaux propres moyens	(3,9 %)	7,0 %	7,0 %
Ratio du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	5,2 %	9,1 %	9,1 %
Ratio de distribution de dividendes	22,2 %	21,9 %	21,9 %

⁽¹⁾ Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinent de surveiller afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La direction gère de façon constante les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le cycle de conversion de la trésorerie, en particulier, en optimisant le niveau de stocks de tous ses secteurs d'activités.

L'amélioration des ratios d'endettement, lorsque comparés aux données conciliées au 1er janvier 2019, est principalement attribuable à l'émission des débetures convertibles (présentées comme passifs dans l'état consolidé de la situation financière, mais considérées comme de l'équité au sein des calculs de ratios), qui ont été utilisées pour rembourser une portion de la dette à long terme. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

La variation du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens s'explique essentiellement par un résultat ajusté plus faible.

CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles sont respectées. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les exigences requises.

DIVIDENDES

Pour l'exercice 2019, la Société a déclaré des dividendes totalisant 0,370 \$CA par action (0,370 \$CA en 2018).

Le 19 février 2020, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2020 de 0,0925 \$CA par action, qui sera payé le 21 avril 2020 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2020.

Les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Ces dividendes sont admissibles aux fins d'impôt.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2019	2018	2019	2018
Nombre d'actions émises et en circulation	42 387	42 387	42 387	42 387
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 387	42 301	42 387	42 254

Au 31 janvier 2020, 42 387 300 actions ordinaires de la Société étaient en circulation.

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 18 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR »), à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, représentant approximativement 3,5 % de ses 42 273 812 actions ordinaires émises et en circulation en date du 16 avril 2018 au cours d'une période de douze mois commençant le 23 avril 2018 et se terminant le 22 avril 2019. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société. En 2019, l'OPR n'a pas été renouvelée par la Société.

Relativement à cette OPR, aucune action ordinaire n'a été rachetée ou annulée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 92 696 actions ordinaires ont été rachetées dans le cadre de l'OPR annoncée en avril 2018. Les actions ont été rachetées pour une contrepartie en espèces de 1 422 \$ incluant une prime aux rachat et annulation d'actions de 1 232 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action ordinaire n'a été émise. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a émis 206 184 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 331 \$. Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,94 \$CA pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, 207 169 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la direction de la Société (181 679 options pour 2018), pour un prix d'exercice moyen de 19,17 \$CA (28,61 \$CA en 2018). Au cours de l'exercice, aucune option n'a été exercée (206 184 options en 2018) et 38 740 options ont été annulées ou ont expiré (340 360 options en 2018).

Au 31 décembre 2019, des options octroyées pour l'émission de 709 923 actions ordinaires (541 494 actions ordinaires au 31 décembre 2018) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 228 071 actions ordinaires (1 396 500 actions ordinaires au 31 décembre 2018) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, une charge de rémunération de 719 \$ (1 339 \$ pour 2018) a été comptabilisée dans le « résultat net » avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ». (Pour plus de renseignements, voir la note 15 aux états financiers consolidés).

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a octroyé 169 950 UAD (83 423 UAD en 2018) et a racheté 28 629 UAD (86 292 UAD en 2018). Une charge de rémunération de 552 \$ (206 \$ en 2018) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 291 789 UAD sont en circulation au 31 décembre 2019 (150 468 UAD au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, le passif de rémunération s'élève à 2 427 \$ (2 114 \$ au 31 décembre 2018) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 3 179 \$ (passif de 1 332 \$ au 31 décembre 2018).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a octroyé 173 839 UAP (135 709 UAP en 2018) et a racheté 86 461 UAP (248 601 UAP en 2018). Un renversement de charge de rémunération de 144 \$ (661 \$ en 2018) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 247 481 UAP sont en circulation au 31 décembre 2019 (160 103 UAP au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, il n'y avait aucun passif de rémunération (317 \$ au 31 décembre 2018) et la juste valeur des instruments financiers dérivés ne correspond à aucun passif (passif de 1 726 \$ au 31 décembre 2018).

SITUATION FINANCIÈRE

Le 1er janvier 2019, la Société a adopté pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location, appliquant la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui n'a pas nécessité, tel que permis, le redressement des montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption. Par conséquent, les états financiers consolidés de 2019 présentent des variations importantes comparées à 2018. L'état consolidé de la situation financière inclut de nouveaux actifs (actifs au titre de droits d'utilisation) et passifs à long terme (obligations locatives) dont les valeurs comptabilisées au 1er janvier 2019 représentent 87 628 \$ et 97 003 \$, respectivement. Afin d'accroître la comparabilité des résultats, les ratios et les variations de la situation financière devraient être comparés aux données conciliées au 1er janvier 2019 plutôt qu'à celles du 31 décembre 2018. (Voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location » pour plus de renseignements).

Au cours de la période, la situation financière a été affectée par les acquisitions / dispositions d'entreprises, les éléments spéciaux, ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain comparativement au 1er janvier 2019 en raison de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location.

Le tableau suivant présente une analyse de postes sélectionnés provenant des états consolidés de la situation financière :

	31 déc. 2019	1er janv. 2019	31 déc. 2018	Impact des acquisitions/ dispositions d'entreprises	Impact des éléments spéciaux	Impact de la conversion \$/CA/\$US et £/\$US	Écarts nets
Court terme							
Débiteurs et autres recevables	250 861	248 507	247 732	136	-	6 586	(4 368)
Stocks	516 169	524 335	524 335	149	(1 933)	9 629	(16 011)
Créditeurs et charges à payer	448 530	531 380	532 676	1 277	17 418	9 646	(111 191)
Long terme							
Investissements et avances aux marchands membres	36 831	46 039	46 039	-	-	215	(9 423)
Immobilisations incorporelles	197 751	210 331	210 331	(204)	-	3 590	(15 966)
Goodwill	333 030	372 007	372 007	(241)	(45 000)	6 264	-
Dette à long terme (incluant la portion court terme)	484 767	523 742	426 739	937	(19 541)	7 269	(27 640)

Explications des écarts nets :

Débiteurs et autres recevables : La variation est essentiellement relative à la décroissance organique enregistrée au cours du quatrième trimestre.

Stocks : La diminution du niveau de stocks provient des initiatives dans le cadre du PIP, dans le but de réduire les stocks excédentaires, tout en continuant à offrir le même niveau de qualité de service aux clients.

Créditeurs et charges à payer : La diminution est principalement expliquée par d'importants paiements de créditeurs dans le cadre du programme de financement des comptes fournisseurs au cours de l'exercice, ainsi que par un niveau d'achat de stocks moins importants en lien avec les initiatives mentionnées ci-haut.

Investissements et avances aux marchands membres : La diminution s'explique principalement par l'amortissement des incitatifs aux clients ainsi que par les remboursements perçus qui ont excédé les nouveaux investissements. En 2018, des incitatifs additionnels avaient été accordés aux clients par le secteur FinishMaster États-Unis pour développer le volume d'affaires.

Immobilisations incorporelles : La diminution est attribuable à l'amortissement excédant les additions de la période puisqu'il n'y a pas eu d'investissement important dans les acquisitions d'entreprises en 2019.

Goodwill : La diminution s'explique par la perte de valeur comptabilisée au cours du quatrième trimestre relativement à l'incertitude prolongée entourant le Brexit et affectant l'unité génératrice de trésoreries au Royaume-Uni.

Dette à long terme : La Société a utilisé une portion de l'émission des débetures convertibles pour diminuer les emprunts de la facilité de crédit rotatif.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2019	2018
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 545	5 254
Indemnités de départ et bonis de rétention	2 510	3 626
Avantages fondés sur des actions à l'octroi	3 101	3 300
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	194	235
	11 350	12 415

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques et incertitudes qui pourraient avoir un impact significatif et défavorable sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques.

L'information suivante constitue un sommaire des principaux facteurs de risques et pourrait ne pas être exhaustive.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Conjoncture économique

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de revêtements automobiles et industriels et d'accessoires connexes et sur l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, le marché secondaire de l'automobile est beaucoup moins affecté par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

Changements d'ordre législatif, réglementaire ou politique

Certains développements politiques, survenus au cours de l'année précédente, ont engendré un niveau d'incertitude plus élevé pour les sociétés multinationales. Ces développements peuvent mener à des décisions en matière de politiques commerciales qui pourraient affecter l'environnement du commerce international. Les activités de la Société sont mondiales et des changements aux accords existants en matière de commerce international, l'interdiction de transiger avec l'étranger ou l'imposition de tarifs douaniers sur les biens étrangers pourraient mener à des baisses de ventes et/ou à une hausse des prix. De telles modifications pourraient avoir une incidence néfaste sur l'entreprise, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie des exercices à venir de la Société.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la direction estime qu'elle a un impact limité sur les résultats financiers de la Société, étant donné que la grande majorité des augmentations de prix imposées par les manufacturiers est transmise aux consommateurs pour les produits destinés au marché secondaire. Cependant, pour les produits de revêtements automobiles et industriels et accessoires connexes, la Société pourrait être dans l'incapacité d'implanter des augmentations de prix additionnelles dans le futur, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les résultats. Afin de réduire le risque, la Société emploie plusieurs moyens, incluant la revue de son modèle de coûts de service et la négociation d'ententes avec ses fournisseurs.

Distance parcourue

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il y a un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

Croissance du parc automobile

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération de pièces du marché secondaire, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de fonctions et est plus dispendieuse à réparer, favorisant l'industrie des pièces du marché secondaire de l'automobile.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et de la prolifération des pièces du marché secondaire. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique, aux véhicules électriques et au contenu électronique plus important dans les véhicules, favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

Approvisionnement de produits et gestion de stocks

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe directement, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le recouvrement de la trésorerie d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est incertain. La Société bénéficie d'assurance responsabilité. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

La nature commerciale de la Société requiert la gestion d'un niveau adéquat de stocks et la capacité de répondre aux demandes spécifiques de livraison. La gestion de l'approvisionnement est un élément important pour la gestion appropriée de stocks et dans la plupart de nos ententes d'approvisionnement des pièces automobiles, la Société a des privilèges de retour qui atténuent les risques associés avec la désuétude de stocks.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

Distribution directe aux clients par le manufacturier

La distribution de peinture dépend de l'approvisionnement des produits de la Société par un nombre restreint de grands manufacturiers. Dans le futur, certains de ces manufacturiers pourraient décider de distribuer leurs produits directement aux clients ou via d'autres distributeurs sans passer par les services de distribution de la Société. Cette décision pourrait avoir un effet négatif sur la rentabilité de la Société dépendamment de l'importance du manufacturier dans la chaîne d'approvisionnement et de la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement. Afin d'atténuer ces risques, la Société maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les manufacturiers importants de peinture, fournit une distribution efficace et offre des programmes de loyauté à ses clients de carrosserie, ce qui crée de la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Technologie

Le développement technologique soutenu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. La Société gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. La Société offre à ses clients un accès à des technologies performantes et modernes en matière de gestion des données, de gestion d'entrepôts et de télécommunications.

En outre, l'industrie automobile devrait connaître des changements dans les années à venir, notamment des augmentations potentielles des services de covoiturage, des progrès dans la production de véhicules électriques, des systèmes anticollisions, et des véhicules autonomes, incluant la technologie sans conducteur. Étant sur le marché secondaire, la Société est en mesure d'anticiper ces tendances et de prendre des mesures pour atténuer ces impacts en adaptant l'offre de produits et la gestion des stocks.

Environnement

L'industrie de la distribution de peinture et de certaines pièces automobiles comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture ou de matériaux dangereux pourrait avoir des conséquences environnementales par la contamination des sols ou la pollution de l'air, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

Conformité aux lois et règlements et litiges

L'ensemble des activités de la Société exige de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur au sein de plusieurs juridictions, concernant divers sujets dont notamment : la lutte contre la corruption, la fiscalité, les valeurs mobilières, la concurrence, la confidentialité et la protection des données (incluant le Règlement général sur la protection des données) et les relations de travail. La conformité aux diverses exigences applicables aux activités d'exploitation de la Société situées tant au Canada, qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni, représente une tâche importante requérant des ressources considérables (incluant le recours à des conseillers externes). Ces lois et règlements pourraient imposer plusieurs exigences et exposer la Société à des pénalités et des amendes pour non-conformité ou encore nuire à sa réputation.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION

Coronavirus

En raison du nombre de produits destinés à l'industrie automobile qui sont fabriqués en Chine, la Société a suivi et continuera de suivre de près les impacts potentiels du nouveau coronavirus sur ses activités. Pour le moment, aucune interruption de son approvisionnement ne s'est produite. La Société est constamment en contact avec ses fabricants basés en Chine et ses partenaires d'approvisionnement de marques nationales. La Société surveille également les incidences potentielles sur les ports et les retards d'expédition qui peuvent être causés par les fermetures prolongées en lien avec le Nouvel An chinois. La Société prévoit des retards à court terme à ce stade-ci.

Modèle d'affaires et stratégie de Uni-Sélect

Dans le marché secondaire de l'automobile, le modèle d'affaires de Uni-Sélect est de desservir les grossistes indépendants et les installateurs indépendants à travers de son réseau d'entrepôts et de magasins corporatifs. Ceci impose à la Société des exigences particulières afin de s'assurer de la loyauté et de la pérennité de ses grossistes. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires globale incluant de bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins du marché secondaire de pièces, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes indépendants désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille ou à un employé. Comme alternative, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ses grossistes indépendants afin de protéger et d'élargir son réseau de distribution, selon sa stratégie corporative.

Intégration des entreprises acquises

La stratégie de croissance par acquisition de la Société comporte sa part de risques. Le succès des acquisitions de la Société dépend de sa capacité à intégrer et à cristalliser les synergies afin de consolider efficacement les activités des entreprises acquises à ses activités existantes. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente rigoureuses et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante.

Concurrence

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive. La disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect a des concurrents principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs en ligne. La concurrence varie d'un marché à l'autre et certains concurrents peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction du prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles occasionnant ainsi une baisse de la rentabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et services de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux concurrents.

Consolidation des manufacturiers et des clients

La perte ou la diminution d'achats par l'un des principaux clients de la Société, ou la consolidation de manufacturiers ou de clients à magasins multiples ou de distributeurs et/ou de clients, pourrait entraîner des changements dans les conditions commerciales, les niveaux de fonds de roulement, les exigences en matière de produits ou, autrement, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Les systèmes d'exploitation et systèmes financiers

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation. Pour atténuer ce risque, la Société est soutenue par des cabinets d'experts pour prévenir l'intrusion et la perte de données de ses applications. Cela inclut des pare-feux robustes, des procédures de sauvegarde, des circuits doubles de télécommunication, de la redondance matérielle et de l'hébergement de serveurs dans des sites spécialisés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun et par des facteurs internes tels que la renégociation des conventions collectives pour les employés syndiqués. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société dispose de plusieurs outils afin d'attirer, de former et de retenir les meilleurs talents dont :

- des guides pour accélérer l'intégration des employés et mesurer l'acquisition de compétences;
- des formations axées dans certains domaines spécifiques, tels que le développement des ventes, le renforcement en matière de connaissance des affaires, l'efficacité des équipes et les communications interpersonnelles;
- l'évaluation annuelle des employés en regard de la performance, du développement et de la planification de la relève; et
- les programmes de régimes de retraite et d'avantages sociaux harmonisés, compétitifs et équitables.

RISQUES LIÉS AUX ACTIONS ORDINAIRES

Fluctuation du cours des actions ordinaires

Les cours des actions ordinaires de la Société peuvent fluctuer considérablement en raison de divers facteurs, dont plusieurs échappent à son contrôle. Plusieurs facteurs peuvent entraîner une volatilité du cours des actions de la Société, notamment des changements dans les ventes ou le résultat, des changements dans les ventes ou les estimations du résultat par la communauté des investisseurs et des spéculations sur la situation financière ou les résultats d'exploitation. Les conditions générales du marché et les facteurs et événements économiques internationaux peuvent également influencer sur le cours de l'action, la capacité de la Société à atteindre les résultats escomptés ou de verser les dividendes dans le futur.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

(Pour plus de renseignements sur les risques liés aux instruments financiers, voir la section « Financement » et la note 20 aux états financiers consolidés.)

Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses obligations à temps et à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée en utilisant différents marchés financiers afin d'assurer la flexibilité de sa structure du capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins de trésorerie actuels et futurs, afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations.

Crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme, de ses contrats de swaps de taux d'intérêt et de ses contrats de swaps sur actions, ce qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

La Société détient des titres des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Effet de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes.

MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES ADOPTÉES EN 2019

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 16 - Contrats de location. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location ».)*

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Ces nouvelles normes et interprétations n'ont eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Afin de dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes aux états financiers consolidés. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 10 aux états financiers consolidés.)*

Constatation des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, à l'exception de la perte de valeur du goodwill comptabilisée en 2019 relativement à l'UGT du Royaume-Uni, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 4 et 14 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location : À la date de passation d'un contrat, la Société utilise le jugement pour déterminer si celui-ci est ou contient un contrat de location. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 13 et 14 aux états financiers consolidés.)* Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par unité monétaire comparative :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2019	2018
Moyenne pour la période (aux fins des états des résultats)		
Dollar canadien	0,75	0,77
Livre sterling	1,28	1,34
Date de clôture (aux fins des états de la situation financière)		
Dollar canadien	0,77	0,73
Livre sterling	1,31	1,27

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, à moins d'indication contraire, les résultats des activités canadiennes et britanniques sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et de la livre sterling sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses activités au Canada et au Royaume-Uni et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président principal et chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le Comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2019, le président et chef de la direction et le vice-président principal et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2019, cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président principal et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucun changement aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'a été fait, qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

PERSPECTIVES

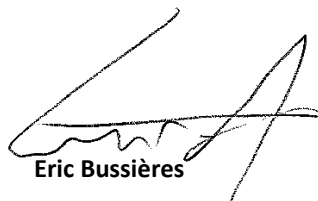
Les mesures de transformation effectuées au cours des dernières années étaient requises afin de stabiliser les trois secteurs d'affaires, permettant à la Société d'instaurer une culture d'amélioration continue de ses activités et de saisir les opportunités de croissance.



Brent Windom

Président et chef de la direction

Approuvé par le conseil d'administration le 19 février 2020.



Eric Bussièrès

Vice-président principal et chef de la direction financière

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2019

Rapport de la direction	62
Rapport de l'auditeur indépendant	63
États consolidés des résultats	65
États consolidés du résultat global	66
États consolidés des variations de capitaux propres	67
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	68
États consolidés de la situation financière	69
Notes aux états financiers consolidés	70

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le conseil d'administration le 19 février 2020.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les administrateurs et les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

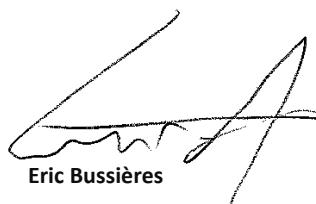
Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Président et chef de la direction

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Brent Windom'.

Brent Windom

Vice-président principal et chef de la direction financière

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eric Bussières'.

Eric Bussières

Boucherville (Canada)

Le 19 février 2020

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Uni-Sélect Inc. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière aux 31 décembre 2019, 1er janvier 2019 et 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 décembre 2019, 1er janvier 2019 et 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos aux 31 décembre 2019 et 2018, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans ce rapport de l'auditeur. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport de gestion, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Lily Adam.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L. ⁽¹⁾

Montréal (Canada)
Le 19 février 2020

⁽¹⁾ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique N^o A120803

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercices clos le	
		2019	31 décembre 2018
Ventes		1 739 572	1 751 965
Achats, nets de la fluctuation des stocks		1 189 236	1 176 796
Marge brute		550 336	575 169
Avantages du personnel		309 270	315 166
Autres dépenses d'exploitation		111 135	140 474
Éléments spéciaux	4	53 473	14 589
Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat		76 458	104 940
Charges financières, montant net	5	29 660	20 561
Amortissement	6	64 187	39 702
Résultat avant impôt sur le résultat		(17 389)	44 677
Charge d'impôt sur le résultat	7	2 456	8 180
Résultat net		(19 845)	36 497
Résultat par action	8		
De base et dilué		(0,47)	0,86
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	8		
De base		42 387	42 254
Dilué		42 387	42 419

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercices clos le	
		2019	31 décembre 2018
Résultat net		(19 845)	36 497
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôt de 281 \$ (208 \$ en 2018))		(790)	603
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée au résultat net (nette d'impôt de 54 \$ (15 \$ en 2018))	5	(152)	44
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation		5 966	(7 376)
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères		6 976	(15 831)
		12 000	(22 560)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies à long terme (nettes d'impôt de 802 \$ (620 \$ en 2018))	16	(2 226)	1 801
Total des autres éléments du résultat global		9 774	(20 759)
Résultat global		(10 071)	15 738

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires					Total des capitaux propres
		Capital- actions (note 19)	Surplus d'apports	Composante équité des déventures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 21)	
Solde au 31 décembre 2017		97 585	5 184	-	432 470	(17 262)	517 977
Résultat net		-	-	-	36 497	-	36 497
Autres éléments du résultat global		-	-	-	1 801	(22 560)	(20 759)
Résultat global		-	-	-	38 298	(22 560)	15 738
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat et annulation d'actions ordinaires		(190)	-	-	(1 232)	-	(1 422)
Émission d'actions ordinaires		2 331	-	-	-	-	2 331
Transfert à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions		518	(518)	-	-	-	-
Dividendes		-	-	-	(12 081)	-	(12 081)
Paiements fondés sur des actions	15	-	1 339	-	-	-	1 339
		2 659	821	-	(13 313)	-	(9 833)
Solde au 31 décembre 2018		100 244	6 005	-	457 455	(39 822)	523 882
Ajustements IFRS 16	3	-	-	-	(4 944)	992	(3 952)
Solde au 1er janvier 2019		100 244	6 005	-	452 511	(38 830)	519 930
Résultat net		-	-	-	(19 845)	-	(19 845)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(2 226)	12 000	9 774
Résultat global		-	-	-	(22 071)	12 000	(10 071)
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Émission de déventures convertibles (nette d'impôt de 2 968 \$)	17	-	-	8 232	-	-	8 232
Dividendes		-	-	-	(11 816)	-	(11 816)
Paiements fondés sur des actions	15	-	719	-	-	-	719
		-	719	8 232	(11 816)	-	(2 865)
Solde au 31 décembre 2019		100 244	6 724	8 232	418 624	(26 830)	506 994

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercices clos le	
		2019	31 décembre 2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		(19 845)	36 497
Éléments hors caisse :			
Éléments spéciaux	4	53 473	14 589
Charges financières, montant net	5	29 660	20 561
Amortissement	6	64 187	39 702
Charge d'impôt sur le résultat	7	2 456	8 180
Amortissement et réserves relatifs aux incitatifs accordés aux clients		20 784	17 193
Autres éléments hors caisse		1 038	(2 884)
Variation des éléments du fonds de roulement	9	(93 980)	(5 163)
Intérêts payés		(27 918)	(18 681)
Impôt sur le résultat recouvert (versé)		3 477	(15 415)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		33 332	94 579
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises	10	(294)	(23 670)
Cession d'activités	4	19 528	-
Solde de prix d'achat, net		(643)	(7 082)
Trésorerie détenue en mains tierces		-	(1 670)
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(16 645)	(38 858)
Remboursements d'avances à des marchands membres		6 237	6 282
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(21 649)	(19 391)
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles		3 025	1 589
Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles	14	(3 475)	(3 269)
Autres provisions payées		(138)	(124)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(14 054)	(86 193)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme	9	245 909	271 541
Remboursement de la dette à long terme	9	(321 179)	(291 126)
Émission de débentures convertibles	17	95 026	-
Augmentation (diminution) nette des dépôts de garantie des marchands membres		(82)	328
Rachat et annulation d'actions ordinaires	19	-	(1 422)
Émission d'actions ordinaires	19	-	2 331
Dividendes versés		(11 855)	(12 246)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		7 819	(30 594)
Écart de conversion		575	(428)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		27 672	(22 636)
Trésorerie au début de l'exercice		8 036	30 672
Trésorerie à la fin de l'exercice		35 708	8 036

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 déc.	1er janv.	31 déc.
		2019	2019	2018
ACTIFS			(note 3)	
Actifs courants :				
Trésorerie		35 708	8 036	8 036
Trésorerie détenue en mains tierces		1 654	3 591	3 591
Débiteurs et autres recevables	11	250 861	248 507	247 732
Impôt sur le résultat à recevoir		2 712	16 789	16 789
Stocks		516 169	524 335	524 335
Frais payés d'avance		10 331	10 502	10 502
Instruments financiers dérivés	20	-	442	442
Total des actifs courants		817 435	812 202	811 427
Investissements et avances aux marchands membres	12	36 831	46 039	46 039
Immobilisations corporelles	13	171 420	171 584	83 956
Immobilisations incorporelles	14	197 751	210 331	210 331
Goodwill	14	333 030	372 007	372 007
Instruments financiers dérivés	20	-	940	940
Actifs d'impôt différé	7	29 927	17 506	15 870
TOTAL DES ACTIFS		1 586 394	1 630 609	1 540 570
PASSIFS				
Passifs courants :				
Créditeurs et charges à payer		448 530	531 380	532 676
Solde de prix d'achat, net		97	3 580	4 062
Provision pour les frais de restructuration	4	3 227	2 939	4 173
Impôt sur le résultat à payer		8 603	3 987	3 987
Dividendes à payer		3 002	2 876	2 876
Portion courante sur la dette à long terme et les dépôts de garantie des marchands membres	17, 18	28 678	26 768	4 230
Instruments financiers dérivés	20	3 328	3 058	3 058
Total des passifs courants		495 465	574 588	555 062
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	15, 16	16 902	12 799	12 799
Dette à long terme	17	456 173	497 068	422 603
Débiteures convertibles	17	84 505	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	18	5 587	5 424	5 424
Solde de prix d'achat		477	1 212	1 212
Autres provisions		1 503	1 424	1 424
Instruments financiers dérivés	20	315	-	-
Passifs d'impôt différé	7	18 473	18 164	18 164
TOTAL DES PASSIFS		1 079 400	1 110 679	1 016 688
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		506 994	519 930	523 882
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		1 586 394	1 630 609	1 540 570

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,


Michelle Ann Cormier, CPA, CA, ASC
 Administratrice

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de produits automobiles et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a uniformément appliqué les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 19 février 2020.

Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et diminuées du montant de la juste valeur des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar américain pour les entités aux États-Unis, le dollar canadien pour les entités au Canada et la livre sterling pour les entités au Royaume-Uni. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, ce qui représente la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Afin de dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

(i) Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 10 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Constataion des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, à l'exception de la perte de valeur du goodwill comptabilisée en 2019 relativement à l'UGT du Royaume-Uni mentionné à la note 4, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir les notes 4 et 14 pour plus de renseignements.

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes liées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 16 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

(ii) Jugements

Contrats de location : À la date de passation d'un contrat, la Société utilise le jugement pour déterminer si celui-ci est ou contient un contrat de location. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable (notes 13 et 14). Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2019 se présentent comme suit :

121222 Holdco Limited	Parts Alliance Group Limited	Uni-Select Pacific Inc.
121333 Limited	Uni-Select, LLC	Uni-Sélect Prairies Inc.
FinishMaster, Inc.	Les magasins Uni-Sélect Canada Inc.	Achats Uni-Sélect, S.E.N.C.
FinishMaster Services, Inc.	Uni-Sélect Eastern Inc.	Achats Uni-Sélect, Inc.
German Swedish & French Car Parts Limited	Uni-Select Luxembourg 2018 SARL	Uni-Sélect Québec Inc.
PA Topco Limited	Uni-Sélect Lux Holdco 2018 Inc.	Uni-Select USA Holdings, Inc.

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

(ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Taux de conversion moyen de l'exercice		
Dollar canadien	0,75	0,77
Livre sterling	1,28	1,34
Taux de conversion à la fin de l'exercice		
Dollar canadien	0,77	0,73
Livre sterling	1,31	1,27

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise, lorsque le contrôle a été transféré à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. Les ventes sont mesurées à la juste valeur de la contrepartie à laquelle la Société a droit en échange du transfert de la marchandise promise, déduction faite des provisions pour droit de retour, assurances de garanties, autres remises sur ventes et rabais sur volume.

La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties afin d'assurer la conformité des biens transférés en fonction des spécifications convenues. Au moment de la constatation des ventes, la Société comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et assurances de garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré net de certaines remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatifs accordés aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 60 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts à recevoir, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée de vie estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	30 à 50 ans / 5 %
Actifs au titre de droits d'utilisation - bâtiments	Linéaire	Durée des baux
Mobilier et équipement	Linéaire et dégressif	7 à 10 ans / 20 %
Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans / 30 %
Matériel roulant	Linéaire et dégressif	5 ans / 30 %
Actifs au titre de droits d'utilisation - véhicules	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Excluant les options de renouvellement pour les périodes additionnelles, le cas échéant.

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts afférents sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de rentabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Relations clients et autres	Linéaire	4 à 20 ans
Logiciels	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié), le cas échéant, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre du goodwill, le cas échéant, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Contrats de location

En général, les contrats de location entraînent la comptabilisation d'un actif au titre de droits d'utilisation et, en contrepartie, d'une obligation locative. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous contrats de location sont comptabilisés comme « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation locative dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée de vie estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » aux états consolidés des résultats.

Les contrats de location à court terme de même que les contrats de location d'actifs de faible valeur représentent des exceptions. Dans ces cas, l'actif loué et l'obligation locative correspondante ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière de la Société. Les paiements versés en vertu de ces contrats de location sont comptabilisés comme « autres dépenses d'exploitation » sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement à payer ou à recevoir au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôt différé aux fins de l'information financière sont déterminés en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfiques imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales est réévalué à la fin de chaque exercice et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporelles se réalisent dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations locatives déficitaires.

Les provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques, normalement au moment où elles sont engagées. Ces dernières sont relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives) lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, du développement et/ou de l'exploitation normale des actifs en question. Les obligations sont mesurées initialement à la juste valeur et les coûts qui en découlent sont capitalisés à même la valeur comptable de l'actif correspondant. Le coût de la mise hors service d'immobilisations inscrit à l'actif est amorti sur la même base que l'actif connexe.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées aux états consolidés des résultats de la Société.

Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en équité

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle binomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

La Société possède deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie qui se composent d'un Régime d'unités d'actions différées (« Régime UAD ») et d'un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP »). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées aux états consolidés des résultats.

Relativement aux UAD et UAP, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, l'avantage au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisé immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « avantages du personnel ». Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

Instruments financiers

Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Classement et évaluation des actifs financiers non dérivés

À l'exception de certains débiteurs, les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas comptabilisé ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'évaluation initiale comprend alors les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classement, qui est fonction de deux critères : (i) le modèle économique de gestion des actifs financiers suivi par la Société; et (ii) si les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère URPI »).

La Société a effectué le classement de la trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs ainsi que les avances aux marchands membres comme actifs financiers évalués au coût amorti. La catégorie du coût amorti est destinée aux actifs financiers non dérivés détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels respectant le critère URPI. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers sous cette catégorie sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

L'évaluation du modèle économique de la Société a été effectuée à la date d'application initiale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », le 1er janvier 2018, et a ensuite été appliquée de façon rétroactive aux actifs financiers qui n'ont pas été décomptabilisés avant cette date. L'évaluation à savoir si les conditions contractuelles de l'instrument d'emprunt donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts est basée sur les faits et les circonstances lors de la comptabilisation initiale des actifs.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

Classement et évaluation des passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction, et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs établis lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué le classement des crédettes et charges à payer, du solde de prix d'achat, des dividendes à payer, de la dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement), des débentures convertibles et des dépôts de garantie des marchands membres comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Dépréciation des instruments financiers non dérivés

Dans le cadre du nouveau modèle de dépréciation, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, doivent faire l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Les pertes de crédit attendues (« PCA ») sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et tous les flux de trésorerie que la Société prévoit recevoir. La différence est actualisée au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour les débiteurs, la Société a appliqué la méthode simplifiée telle que proposée par la norme. Dans ce cas, les PCA sont calculées en fonction des PCA pour la durée de vie de l'instrument financier. Pour les autres actifs financiers (c.-à-d. : avances aux marchands membres), les PCA sont fonction des PCA pour les douze mois à venir. Les PCA pour les douze mois à venir représentent une portion des PCA pour la durée de vie, et découlent des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les douze mois suivant la date de clôture. Dans les cas où le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la provision pour dépréciation de valeur sera évaluée en fonction des PCA pour la durée de vie.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié au cours de l'action ordinaire. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Certains instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture.

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclus au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés à même les capitaux propres. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les remboursements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Couverture des coûts liés au risque de change

Les contrats à terme et les options sur devises, le cas échéant, sont utilisés dans le but de gérer les risques de change. Ces instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme éléments de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. À moins d'indications contraires, les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « autres dépenses d'exploitation » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes des contrats à terme, la Société génère des flux de trésorerie compensatoires sur la position sous-jacente en termes de montants et de calendrier des opérations prévues. L'effet net des contrats à terme annule en partie l'impact des fluctuations de taux de change sur les gains/pertes de change résultant principalement des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Aux termes des options sur devises, la Société peut générer des flux de trésorerie compensatoires favorables sur la position sous-jacente en fonction des montants et du calendrier relatifs aux opérations prévues en monnaie étrangère. L'effet net des options sur devises annule, à leurs dates d'exercice, les potentielles pertes de change découlant d'une hausse de taux de change provenant principalement d'acquisitions réglées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

Les contrats de swap sur actions sont utilisés dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire. Ces swaps sur actions ne sont pas désignés comme éléments de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. Les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « avantages du personnel » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des UAD et des UAP.

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités au Canada et au Royaume-Uni à la monnaie de présentation de la Société.

Gains et pertes de change non réalisés sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères

La réserve de couverture comprend tous les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères, le cas échéant.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie, le cas échéant, afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Modifications comptables adoptées en 2019

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 16 « Contrats de location » qui ne requiert pas le redressement des états financiers antérieurs. La nature et les effets de ses modifications sont décrits ci-dessous.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location aux états consolidés de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

La Société a adopté la méthode de transition rétrospective modifiée et n'a pas redressé les montants comparatifs pour l'exercice précédent son adoption, tel que permis par IFRS 16. Selon cette méthode, l'impact cumulatif découlant de la première application d'IFRS 16 est comptabilisé comme un ajustement au solde de début des bénéfices non répartis à la date d'adoption initiale. Le nouvel IFRS 16 a principalement eu un impact au niveau de la comptabilisation des contrats de location simple de biens immobiliers de la Société. Au moment de la transition, la Société a choisi d'adopter les mesures de simplification suivantes :

- appliquer la nouvelle norme aux contrats qui étaient identifiés précédemment comme des contrats de location selon IAS 17;
- appliquer un taux d'actualisation au portefeuille de contrats ayant des caractéristiques raisonnablement similaires;
- comptabiliser les contrats pour lesquels les termes restants se terminent dans les 12 mois à partir de la date effective comme des contrats à court terme; et
- comptabiliser les contrats à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur sur une base linéaire dans les « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats.

Selon la nouvelle norme, la Société a comptabilisé de nouveaux actifs (actifs au titre de droits d'utilisation) et passifs (obligations locatives) pour 87 628 \$ et 97 003 \$ (22 538 \$ dans la portion courante sur la dette à long terme et 74 465 \$ dans la dette à long terme), respectivement, ainsi que des actifs d'impôt différé de 1 636 \$. Le tableau suivant présente une conciliation des éléments des états consolidés de la situation financière au 1er janvier 2019 qui sont touchés par IFRS 16:

	1er janv. 2019	Ajustements IFRS 16	31 déc. 2018
Débiteurs et autres recevables	248 507	775	247 732
Total des actifs courants	812 202	775	811 427
Immobilisations corporelles	171 584	87 628	83 956
Actifs d'impôt différé	17 506	1 636	15 870
TOTAL DES ACTIFS	1 630 609	90 039	1 540 570
Créditeurs et charges à payer	531 380	(1 296)	532 676
Solde de prix d'achat, net	3 580	(482)	4 062
Provision pour les frais de restructuration	2 939	(1 234)	4 173
Portion courante sur la dette à long terme	26 768	22 538	4 230
Total des passifs courants	574 588	19 526	555 062
Dette à long terme	497 068	74 465	422 603
TOTAL DES PASSIFS	1 110 679	93 991	1 016 688
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	519 930	(3 952)	523 882
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	1 630 609	90 039	1 540 570

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le tableau suivant présente une conciliation des obligations locatives au 1er janvier 2019 :

	1er janv. 2019
Paiements minimums exigibles des contrats de location-exploitation au 31 décembre 2018	160 193
Mesures de simplification pour :	
Contrats de location à court terme	(1 262)
Contrats de location d'actifs de faible valeur	(1 393)
Contrats débutant en 2019	(26 770)
Autres contrats d'exploitation (composantes de service)	(5 146)
Effet d'utiliser des options de prolongation ou de résiliation et des paiements variables	(16 286)
Effet d'actualisation au taux d'emprunt marginal au 1er janvier 2019	(12 333)
Obligations locatives comptabilisées en raison de l'adoption initiale d'IFRS 16 au 1er janvier 2019	97 003

Les obligations locatives ont été actualisées à partir du taux d'emprunt marginal de la Société en date du 1er janvier 2019 et ce, en lien avec la méthode de transition sélectionnée par la Société. Le taux d'actualisation moyen pondéré était de 5,0 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges relatives aux contrats de location à court terme, aux paiements de loyers variables et aux contrats de location d'actifs de faible valeur totalisent respectivement 1 708 \$, 1 195 \$ et 476 \$. Ces charges ont été comptabilisées comme « autres dépenses d'exploitation ».

Modifications comptables futures

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Ces nouvelles normes et interprétations n'ont eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

4 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux sont composés de facteurs qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour l'exercice. Les éléments spéciaux sont détaillés comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Perte de valeur du goodwill	45 000	-
Gain net sur la cession d'activités	(18 788)	-
Frais de restructuration et autres relatifs au Plan d'amélioration de la performance	17 503	6 269
Examen des solutions de rechange stratégiques	9 758	7 466
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	-	854
	53 473	14 589

Perte de valeur du goodwill (voir la note 14)

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société a comptabilisé une perte de valeur sur le goodwill totalisant 45 000 \$ relativement à l'unité génératrice de trésoreries du Royaume-Uni. Cette perte de valeur résulte de la faiblesse du marché européen et de l'incertitude entourant le Brexit.

Gain net sur la cession d'activités

Le 30 septembre 2019, la Société a complété la vente de tous les actifs relatifs au programme de bannière ProColor, une division distincte de ses activités, lancée en 2001 et comptant un réseau de 172 ateliers de carrosserie au moment de la transaction.

Au 31 décembre 2019, le prix de vente total s'élève à 19 528 \$. Les actifs vendus, composés principalement d'immobilisations corporelles, ont généré un gain net de 18 788 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

4 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX (SUITE)

Frais de restructuration et autres relatifs au Plan d'amélioration de la performance

En janvier 2019, la Société a annoncé un vaste plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis, qui est composé principalement d'une réduction des effectifs et de l'intégration d'emplacements, tout en optimisant la chaîne d'approvisionnement. Le Plan 25/20 annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018 et le plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis, combinés ensemble, sont désormais désignés sous le nom de « Plan d'amélioration de la performance » (« PIP ») de la Société. Au cours de 2019, en raison de l'incertitude et des défis macroéconomiques sévissant au Royaume-Uni ainsi que de la forte concurrence aux États-Unis, la Société a successivement étendu le PIP, y ajoutant des nouvelles initiatives novatrices.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres de 17 503 \$ (6 269 \$ pour 2018). Ces frais se détaillent comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2019	2018
Frais de restructuration ⁽¹⁾	4 605	5 055
Autres frais encourus ⁽²⁾	6 953	1 214
Frais hors caisse relatifs à la radiation d'actifs ⁽³⁾	5 945	-
	17 503	6 269

⁽¹⁾ Principalement pour des indemnités de départ.

⁽²⁾ Composés principalement des frais de consultants visant l'optimisation des processus de logistique, de la liquidation d'inventaires, des frais de déménagement et des bonis de rétention.

⁽³⁾ Principalement des pertes de valeur sur immobilisations corporelles (note 13).

Les variations de la provision de frais de restructuration se présentent comme suit :

	31 décembre	
	2019	2018
Solde au début de la période, 31 décembre	4 173	-
Plus: Ajustements IFRS 16 (note 3)	(1 234)	-
Solde au début de la période, 1er janvier	2 939	-
Frais de restructuration comptabilisés au cours de l'exercice	4 605	5 055
Provision utilisée au cours de l'exercice	(4 516)	(848)
Écarts de conversion	199	(34)
	3 227	4 173

Examen des solutions de rechange stratégiques

Le 18 septembre 2018, la Société a annoncé des changements à la direction avec le départ immédiat et le remplacement de son président et chef de la direction, et du président et chef de l'exploitation de FinishMaster, Inc., ce qui a mené à l'examen des solutions de rechange stratégiques. L'examen stratégique s'est conclu le 18 décembre 2019 à la suite de l'émission des débentures convertibles.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais totalisant 9 758 \$ (7 466 \$ pour 2018). Ces frais se détaillent comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2019	2018
Indemnités de départ	-	4 653
Bonis de rétention	3 578	1 504
Autres frais ⁽¹⁾	6 180	1 309
	9 758	7 466

⁽¹⁾ Composés principalement de frais de consultants relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques et de frais financiers relatifs à l'émission des débentures convertibles.

4 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX (SUITE)

Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance

En lien avec l'acquisition de Parts Alliance complétée en août 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction pour un montant de 854 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces frais de transaction incluent des frais d'acquisition de 294 \$ et d'autres charges relatives à l'acquisition pour 560 \$.

5 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Intérêts sur la dette à long terme	21 698	18 495
Intérêts sur les obligations locatives	6 285	500
Intérêts sur les débetures convertibles	199	-
Charge de désactualisation sur les débetures convertibles (note 17)	64	-
Amortissement des frais de financement	939	908
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme (note 16)	485	500
Reclassement des pertes (gains) réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférées aux résultats	(206)	59
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	380	315
	29 844	20 777
Produit d'intérêts des marchands membres et autres	(184)	(216)
	29 660	20 561

6 - AMORTISSEMENT

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Amortissement des immobilisations corporelles	16 309	15 170
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	28 437	4 783
Amortissement des immobilisations incorporelles	19 441	19 749
	64 187	39 702

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Charge d'impôt exigible	15 786	13 366
Charge d'impôt différé		
Création et reprise des écarts temporaires	(13 330)	(5 186)
	2 456	8 180

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,6 % ⁽¹⁾ (26,7 % en 2018)	(4 625)	11 929
Effet des écarts de taux d'imposition étrangers	2 473	(1 835)
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	-	(4 544)
Perte de valeur du goodwill	8 550	-
Partie non imposable du gain sur cession d'activités	(2 574)	-
Utilisation de pertes fiscales en capital non reconnues précédemment	(2 574)	-
Charges non déductibles et autres	1 206	2 630
	2 456	8 180

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le taux d'imposition applicable est de 26,6 % (26,7 % en 2018). Le taux d'imposition statutaire applicable à la Société correspond aux taux d'imposition combinés canadiens fédéral et provinciaux applicables aux diverses juridictions où la Société exerce ses activités. Le taux a diminué en raison de la réduction du taux d'imposition au Québec en 2019, qui est passé de 11,7 % à 11,6 % (11,8 % à 11,7 % en 2018).

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

	31 décembre 2019							
	Solde de début	Ajustement IFRS 16 (note 3)	Solde de début ajusté	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans les AÉRG	Comptabilisés dans les regroupements d'entreprises	Écarts de conversion	Solde de fin
Pertes autres qu'en capital reportées	12 284	-	12 284	14 334	-	-	702	27 320
Provisions déductibles au cours des prochains exercices	12 980	-	12 980	(2 117)	-	-	137	11 000
Immobilisations corporelles	(2 759)	1 636	(1 123)	(1 476)	-	-	(341)	(2 940)
Obligations au titre des prestations définies	3 141	-	3 141	(45)	802	-	19	3 917
Provision pour incitatifs de performance	1 222	-	1 222	(308)	-	-	(319)	595
Immobilisations incorporelles et goodwill	(28 333)	-	(28 333)	2 692	-	157	(235)	(25 719)
Débetures convertibles	-	-	-	-	(2 968)	-	(22)	(2 990)
Autres	(829)	-	(829)	250	335	-	515	271
	(2 294)	1 636	(658)	13 330	(1 831)	157	456	11 454

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

31 décembre 2018

	Comptabilisés		Comptabilisés dans les		Écarts de conversion	Solde de fin
	Solde de début	au résultat net	Comptabilisés dans les AÉRG	regroupements d'entreprises		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	8 426	4 118	-	-	(260)	12 284
Provisions déductibles au cours des prochains exercices	11 061	2 391	-	-	(472)	12 980
Immobilisations corporelles	(3 789)	1 072	-	-	(42)	(2 759)
Obligations au titre des prestations définies	3 531	248	(620)	-	(18)	3 141
Provision pour incitatifs de performance	1 951	(784)	-	-	55	1 222
Immobilisations incorporelles et goodwill	(27 715)	(652)	-	(1 145)	1 179	(28 333)
Autres	604	(1 207)	(223)	-	(3)	(829)
	(5 931)	5 186	(843)	(1 145)	439	(2 294)

Présentation aux états consolidés de la situation financière

	31 déc.	1er janv.	31 déc.
	2019	2019	2018
Actifs d'impôt différé	29 927	17 506	15 870
Passifs d'impôt différé	18 473	18 164	18 164
	11 454	(658)	(2 294)

Au 31 décembre 2019, la Société avait des pertes en capital et des écarts temporaires déductibles de 60 610 \$ (78 074 \$ au 31 décembre 2018) qui peuvent être reportés indéfiniment, pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et écarts temporaires peuvent seulement être appliqués contre les gains en capital futurs et la Société ne prévoit pas générer de gains en capital dans un avenir proche.

La Société n'a pas comptabilisé de passif d'impôt différé sur les bénéfices non répartis de ses filiales étrangères, car ces bénéfices sont considérés indéfiniment réinvestis. Si ces bénéfices étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt sur le revenu des sociétés ou à des retenues d'impôt à la source au Canada et/ou à l'étranger.

8 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Exercices clos le	
	2019	2018
Résultat net utilisé pour le résultat de base et dilué par action ⁽¹⁾	(19 845)	36 497
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	42 387 300	42 253 987
Incidence des options d'achat d'actions ⁽²⁾	-	164 851
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action ⁽¹⁾	42 387 300	42 418 838
Résultat par action de base et dilué	(0,47)	0,86

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, l'impact de conversion des débetures convertibles a été exclu du calcul du résultat dilué par action car l'impact de conversion était anti-dilutif.

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les options pour acheter 709 923 actions ordinaires (541 494 pour 2018) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

9 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Variation des éléments du fonds de roulement

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Débiteurs et autres recevables	3 922	(21 286)
Stocks	15 803	(75 885)
Frais payés d'avance	468	(825)
Créditeurs et charges à payer	(109 657)	93 681
Provision pour les frais de restructuration et autres (note 4)	(4 516)	(848)
	(93 980)	(5 163)

Au 31 décembre 2019, des acquisitions d'immobilisations corporelles de 300 \$ (2 504 \$ au 31 décembre 2018) demeurent impayées et n'ont eu aucun impact sur la trésorerie.

Le tableau suivant présente une conciliation entre les soldes de début et les soldes de fin de l'état de la situation financière consolidé pour la « dette à long terme », incluant la « portion courante sur la dette à long terme » (voir la note 17 pour plus de renseignements) :

Remboursement de la dette à long terme

	31 décembre	
	2019	2018
Solde au début de l'exercice	426 739	448 581
Ajustement IFRS 16 (note 3)	97 003	-
	523 742	448 581
Augmentation de la dette à long terme	245 909	271 541
Remboursement de la dette à long terme	(321 179)	(291 126)
Augmentation des obligations locatives	29 078	5 472
Diminution hors trésorerie des obligations locatives	(991)	-
Acquisitions d'obligations locatives par regroupements d'entreprises	-	232
Amortissement des frais de financement (note 5)	939	908
Écarts de conversion	7 269	(8 869)
	484 767	426 739

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le remboursement de la dette à long terme comprend pour 27 112 \$ de sorties de flux de trésorerie relatifs à des obligations locatives (13 113 \$ pour 2018).

10 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

En 2018, la Société a acquis les actifs nets d'une entreprise exerçant ses activités au Royaume-Uni et les actions d'une entreprise exerçant ses activités au Canada. Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités. En 2018, un coût initial pour ces acquisitions de 25 295 \$ a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs acquis et ce qui comprenait un solde de prix d'achat de 1 625 \$ détenu en mains tierces. Au 31 décembre 2018, l'ensemble des justes valeurs comptabilisées pour chaque catégorie d'actifs nets des entreprises acquises aux dates d'acquisition se détaille comme suit : débiteurs et autres recevables pour 2 632 \$, stocks pour 9 089 \$, immobilisations corporelles pour 471 \$, immobilisations incorporelles pour 6 640 \$, goodwill pour 10 578 \$, créditeurs et charges à payer pour 2 662 \$, passifs d'impôt différé pour 1 456 \$ et autres actifs nets pour 3 \$. Fiscalement, il est attendu que le goodwill soit en partie déductible.

Relativement à ses acquisitions, la Société a encouru 401 \$ de frais d'acquisition en 2018, lesquels ont été comptabilisés au sein des « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats. À partir de leurs dates d'acquisition respectives, les acquisitions ont contribué aux ventes pour un montant de 2 364 \$ au cours de 2018.

Au 31 décembre 2019, la Société a complété l'allocation du prix d'acquisition de l'ensemble des entreprises acquises en 2018. Le coût total final de ces acquisitions s'élève à 24 254 \$, comprenant un solde de prix d'achat de 1 625 \$ détenu en mains tierces au 31 décembre 2019. Il en a résulté la comptabilisation des reclassements suivants : 204 \$ des relations clients au goodwill, 266 \$ des stocks au goodwill, 157 \$ du goodwill aux passifs d'impôt différé, 848 \$ du goodwill au solde du prix d'achat et 294 \$ des autres actifs nets au goodwill.

11 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 déc.	1er janv.	31 déc.
	2019	2019	2018
Débiteurs	230 796	227 996	227 221
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres (note 12)	20 065	20 511	20 511
	250 861	248 507	247 732

12 - INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2019	2018
Incitatifs accordés aux clients	55 006	63 597
Actions de sociétés	461	442
Dépôts à long terme	166	-
Avances aux marchands membres ⁽¹⁾	1 263	2 511
	56 896	66 550
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres	20 065	20 511
Portion non courante des investissements et avances aux marchands membres	36 831	46 039

⁽¹⁾ Taux d'intérêt variant entre 3,95 % et 6,95 % (3,95 % et 6,95 % en 2018), encaissables par versements mensuels, venant à échéance à différentes dates jusqu'en 2022.

13 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et		Actifs au titre de		Équipement		Actifs au titre de		Total
	pavage	Bâtiments	d'utilisation – bâtiments	Mobilier et équipement	informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	d'utilisation – véhicules	Améliorations locatives	
Coût	3 290	18 049	-	34 529	32 677	12 876	29 938	26 421	157 780
Amortissement cumulé	(406)	(9 047)	-	(21 053)	(20 797)	(6 127)	(10 797)	(10 909)	(79 136)
Valeur comptable nette au 1er janvier 2018	2 884	9 002	-	13 476	11 880	6 749	19 141	15 512	78 644
Additions	15	644	-	8 682	4 168	4 438	4 633	4 348	26 928
Transferts et dispositions	3 260	5 865	-	(152)	(11)	5 707	(6 804)	(5 555)	2 310
Amortissement (note 6)	(49)	(863)	-	(2 965)	(4 360)	(4 600)	(4 783)	(2 333)	(19 953)
Écarts de conversion	(273)	(619)	-	(1 033)	(622)	(310)	(507)	(609)	(3 973)
Solde au 31 décembre 2018	5 837	14 029	-	18 008	11 055	11 984	11 680	11 363	83 956
Coût	6 257	23 530	-	39 715	34 849	22 141	25 242	23 984	175 718
Amortissement cumulé	(420)	(9 501)	-	(21 707)	(23 794)	(10 157)	(13 562)	(12 621)	(91 762)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2018	5 837	14 029	-	18 008	11 055	11 984	11 680	11 363	83 956
Plus: ajustements IFRS 16 (note 3)									
Coût ⁽¹⁾	-	-	170 210	-	-	-	-	1 582	171 792
Amortissement cumulé	-	-	(84 164)	-	-	-	-	-	(84 164)
Ajustements nets totaux	-	-	86 046	-	-	-	-	1 582	87 628
Coût	6 257	23 530	170 210	39 715	34 849	22 141	25 242	25 566	347 510
Amortissement cumulé	(420)	(9 501)	(84 164)	(21 707)	(23 794)	(10 157)	(13 562)	(12 621)	(175 926)
Valeur comptable nette au 1er janvier 2019	5 837	14 029	86 046	18 008	11 055	11 984	11 680	12 945	171 584
Additions	69	434	25 414	8 358	4 899	3 653	3 538	2 192	48 557
Dépréciation	-	(20)	(3 070)	(563)	(59)	-	(16)	(284)	(4 012)
Transferts et dispositions	(511)	(1 390)	(534)	(1 091)	(53)	(16)	(620)	(67)	(4 282)
Amortissement (note 6)	(46)	(768)	(24 617)	(3 659)	(4 746)	(4 423)	(3 820)	(2 667)	(44 746)
Écarts de conversion	193	398	1 946	689	325	384	53	331	4 319
Solde au 31 décembre 2019	5 542	12 683	85 185	21 742	11 421	11 582	10 815	12 450	171 420
Coût	6 028	23 194	192 334	44 018	38 205	24 520	25 619	24 621	378 539
Amortissement cumulé	(486)	(10 511)	(107 149)	(22 276)	(26 784)	(12 938)	(14 804)	(12 171)	(207 119)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2019	5 542	12 683	85 185	21 742	11 421	11 582	10 815	12 450	171 420

⁽¹⁾ Le coût en date de transition, soit le 1er janvier 2019, inclut une dépréciation de 1 184 \$ en lien aux contrats déficitaires préalablement comptabilisés à même la « provision pour les frais de restructuration » au 31 décembre 2018.

Les immobilisations corporelles incluent des immobilisations en cours pour un montant de 799 \$ au 31 décembre 2019 (4 163 \$ au 31 décembre 2018). Ces immobilisations ne sont pas amorties jusqu'à leur mise en service.

14 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marques de commerce	Relations clients et autres	Logiciels ⁽²⁾		
Coût	37 911	225 549	38 714	302 174	372 119
Amortissement cumulé	-	(50 540)	(20 269)	(70 809)	-
Valeur comptable nette au 1er janvier 2018	37 911	175 009	18 445	231 365	372 119
Acquisitions	-	349	2 920	3 269	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 10)	-	6 640	-	6 640	10 578
Transferts	488	(6 582)	1 825	(4 269)	578
Amortissement (note 6)	-	(14 445)	(5 304)	(19 749)	-
Écarts de conversion	(1 802)	(3 849)	(1 274)	(6 925)	(11 268)
Solde au 31 décembre 2018	36 597	157 122	16 612	210 331	372 007
Coût	36 597	221 580	40 326	298 503	372 007
Amortissement cumulé	-	(64 458)	(23 714)	(88 172)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2018	36 597	157 122	16 612	210 331	372 007
Acquisitions	-	45	3 430	3 475	-
Dépréciation (note 4)	-	-	-	-	(45 000)
Transferts (note 10)	-	(204)	-	(204)	(241)
Amortissement (note 6)	-	(14 376)	(5 065)	(19 441)	-
Écarts de conversion	1 021	1 903	666	3 590	6 264
Solde au 31 décembre 2019	37 618	144 490	15 643	197 751	333 030
Coût	37 618	223 795	45 472	306 885	333 030
Amortissement cumulé ⁽¹⁾	-	(79 305)	(29 829)	(109 134)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2019	37 618	144 490	15 643	197 751	333 030

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne restante des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est de 3 années pour les logiciels et de 10 années pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2019, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 10 236 \$ et de 7 891 \$ respectivement (9 805 \$ et 6 581 \$ respectivement au 31 décembre 2018), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux trois UGT, États-Unis, Canada et Royaume-Uni, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités des États-Unis et du Canada étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée. Pour l'unité du Royaume-Uni, la valeur comptable s'est avérée supérieure à la valeur recouvrable et une perte de valeur de 45 000 \$ a été comptabilisée (note 4).

14 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2019 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2018. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2019 et 2018. Les flux de trésorerie pour les cinq prochaines années sont projetés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2018) pour les activités aux États-Unis, les activités au Canada et les activités au Royaume-Uni; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- Les taux d'actualisation avant impôt sont de 13,5 % (12,8 % en 2018) pour les activités aux États-Unis, de 11,1 % (12,4 % en 2018) pour les activités au Canada et de 13,5 % (11,2 % en 2018) pour les activités au Royaume-Uni et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de leviers d'endettement de 15 % à un taux d'intérêt du marché net d'impôt de 3,2 % (4,0 % en 2018) pour les activités aux États-Unis, de 2,8 % (3,3 % en 2018) pour les activités au Canada et de 2,5 % (3,0 % en 2018) pour les activités au Royaume-Uni.

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chacune des UGT des États-Unis ou du Canada n'excède sa valeur recouvrable. Pour l'UGT du Royaume-Uni, aucun test de sensibilité n'a été effectué étant donné qu'une perte de valeur a été comptabilisée à la suite des tests de dépréciation effectués au cours de 2019, si bien que sa valeur comptable se rapproche de sa valeur recouvrable. Toute modification raisonnable des hypothèses clés utilisées pourrait faire en sorte que la valeur comptable de cette UGT soit supérieure à sa valeur recouvrable et entraîner une dépréciation supplémentaire.

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie, incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction (« régime d'options ») dont un total de 3 400 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société au TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées dans ou sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, 207 169 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la direction de la Société (181 679 options pour 2018), pour un prix d'exercice moyen de 19,17 \$CA (28,61 \$CA en 2018). Au cours de l'exercice, aucune option n'a été exercée (206 184 options en 2018) et 38 740 options ont été annulées ou ont expiré (340 360 options en 2018).

Au 31 décembre 2019, des options octroyées pour l'émission de 709 923 actions ordinaires (541 494 actions ordinaires au 31 décembre 2018) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 228 071 actions ordinaires (1 396 500 actions ordinaires au 31 décembre 2018) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Un sommaire du régime d' options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 est présenté comme suit :

	31 décembre			
	2019		2018	
	Nombre d' options	Prix d' exercice moyen pondéré	Nombre d' options	Prix d' exercice moyen pondéré
		\$CA		\$CA
En circulation au début de l' exercice	541 494	28,94	906 359	26,51
Octroyées	207 169	19,17	181 679	28,61
Exercées	-	-	(206 184)	14,94
Annulées	(38 740)	19,17	(340 360)	30,77
En circulation à la fin de l' exercice	709 923	26,62	541 494	28,94
Exerçables à la fin de l' exercice	110 477	24,84	33 865	30,19

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre 2019				
	Options en circulation			Options exerçables	
Prix de levée	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
\$CA			\$CA		\$CA
33,94	11 764	3,01	33,94	11 764	33,94
29,64	12 653	4,01	29,64	9 490	29,64
28,84	442 216	4,61	28,84	-	28,84
28,61	74 861	5,47	28,61	37 431	28,61
19,17	168 429	6,01	19,17	51 792	19,17
	709 923	4,99	26,62	110 477	24,84

	31 décembre 2018				
	Options en circulation			Options exerçables	
Prix de levée	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
\$CA			\$CA		\$CA
33,94	11 764	4,01	33,94	8 823	33,94
29,64	12 653	5,01	29,64	6 327	29,64
28,84	442 216	5,61	28,84	-	28,84
28,61	74 861	6,47	28,61	18 715	28,61
	541 494	5,68	28,94	33 865	30,19

Pour l' exercice clos le 31 décembre 2019, une charge de rémunération de 719 \$ (1 339 \$ pour 2018) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d' apports ».

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La juste valeur des options octroyées le 2 janvier 2019 a été établie à l'aide du modèle binomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

		2019	2018
Juste valeur à l'octroi	\$CA	4,16	6,41
Dividende prévu	%	1,90	1,30
Volatilité prévue	%	25,01	23,58
Taux d'annulation	%	6,67	6,67
Taux d'intérêt sans risque	%	1,86	1,96
Durée de vie prévue	années	7,00	7,00
Prix de levée	\$CA	19,17	28,61
Cours de l'action	\$CA	19,17	28,61

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a octroyé 169 950 UAD (83 423 UAD en 2018) et a racheté 28 629 UAD (86 292 UAD en 2018). Une charge de rémunération de 552 \$ (206 \$ en 2018) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 291 789 UAD sont en circulation au 31 décembre 2019 (150 468 UAD au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, le passif de rémunération s'élève à 2 427 \$ (2 114 \$ au 31 décembre 2018) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 3 179 \$ (passif de 1 332 \$ au 31 décembre 2018).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a octroyé 173 839 UAP (135 709 UAP en 2018) et a racheté 86 461 UAP (248 601 UAP en 2018). Un renversement de charge de rémunération de 144 \$ (661 \$ en 2018) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 247 481 UAP sont en circulation au 31 décembre 2019 (160 103 UAP au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, il n'y avait aucun passif de rémunération (317 \$ au 31 décembre 2018) et la juste valeur des instruments financiers dérivés ne correspond à aucun passif (passif de 1 726 \$ au 31 décembre 2018).

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 4 776 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (4 165 \$ pour 2018).

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes de retraite à prestations définies est obtenue au moins toutes les trois années.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	31 décembre	
	2019	2018
Obligation au titre des prestations définies		
Solde au début de l'exercice	58 700	67 027
Coût des services rendus	1 690	2 135
Cotisations des employés	635	684
Charge d'intérêts	2 505	2 386
Prestations versées	(3 050)	(3 148)
Réévaluations:		
Perte (gain) actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières	6 541	(5 342)
Perte actuarielle résultant de changements liés à l'expérience	522	-
Perte actuarielle issue de changements d'hypothèses démographiques	446	-
Écarts de conversion	2 724	(5 042)
Solde à la fin de l'exercice	70 713	58 700

	31 décembre	
	2019	2018
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	48 332	54 469
Revenus d'intérêts	2 020	1 886
Cotisations de l'employeur	1 813	1 784
Cotisations des employés	635	684
Prestations versées	(3 050)	(3 148)
Frais administratifs	(255)	(238)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	4 481	(2 921)
Écarts de conversion	2 262	(4 184)
Juste valeur à la fin de l'exercice	56 238	48 332

	31 décembre	
	2019	2018
Composition des actifs des régimes	%	%
Placements dans les fonds de participation	53,8	52,7
Placements dans les fonds à revenu fixe	21,0	20,3
Placements dans les autres fonds	25,2	27,0
	100,0	100,0

Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

L'obligation nette est présentée dans « obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

	31 décembre	
	2019	2018
Juste valeur des actifs des régimes	56 238	48 332
Obligations au titre des prestations définies	(70 713)	(58 700)
	(14 475)	(10 368)

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans les postes « avantages du personnel » et « charges financières, montant net » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Coût des services rendus	1 690	2 135
Charges nettes d'intérêts	485	500
Frais administratifs	255	238
	2 430	2 873

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2019	2018
Perte (gain) actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières	6 541	(5 342)
Perte actuarielle résultant de changements liés à l'expérience	522	-
Perte actuarielle issue de changements d'hypothèses démographiques	446	-
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(4 481)	2 921
	3 028	(2 421)

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre	
		2019	2018
Taux d'actualisation moyen	%	3,42	4,10
Taux de croissance de la rémunération moyen	%	3,25	3,50
Espérance de vie moyenne			
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	88,4	87,8
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	91,0	90,1
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,9	86,7
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,6	89,1

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 1 644 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

	31 décembre	
	2019	2018
	%	%
Taux d'actualisation moyen		
Augmentation de 1 %	(14,5)	(14,1)
Diminution de 1 %	19,0	18,7
Taux de la rémunération moyen		
Augmentation de 0,5 %	1,7	2,2
Diminution de 0,5 %	(1,6)	(2,1)
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 10 % des taux de mortalité	(2,2)	(2,1)
Diminution de 10 % des taux de mortalité	2,4	2,3

17 - DETTE À LONG TERME, FACILITÉS DE CRÉDIT ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 décembre		
				2019	2019	2018
Facilité de crédit rotatif, taux variables ^{(1) (2)}	2023	3,51 % à 7,00 %	-	372 472	414 741	414 741
Obligations locatives – véhicules, taux variables	-	-	4 027	10 979	11 987	11 987
Obligations locatives – bâtiments, taux variables ⁽³⁾	-	-	24 552	101 298	97 003	-
Autres	2021	-	15	18	11	11
			28 594	484 767	523 742	426 739
Portion courante sur la dette à long terme				28 594	26 674	4 136
Dette à long terme				456 173	497 068	422 603

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2019, un montant nominal de 375 956 \$ était utilisé en vertu de la facilité de crédit rotatif de la Société (418 220 \$ au 31 décembre 2018). L'écart de la valeur comptable présentée ci-dessus est composé de frais de financement différés.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2019, un montant principal de 296 291 \$ relatif à la facilité de crédit rotatif a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (302 865 \$ au 31 décembre 2018).

⁽³⁾ Voir la note 3 pour plus de renseignements concernant les impacts de l'adoption d'IFRS 16.

Facilité de crédit rotatif

En 2018, la Société a conclu la modification et la mise à jour de la convention de crédit (la « convention de crédit »). Par la conversion de la facilité de crédit à terme non garantie ainsi que son annulation immédiate, la convention de crédit a procuré une augmentation de 100 000 \$ à la facilité de crédit rotatif à long terme non garantie (la « facilité de crédit rotatif »). En décembre 2019, le montant total maximal du capital disponible a été réduit de 625 000 \$ à 575 000 \$. La facilité de crédit rotatif peut être remboursée en tout temps sans pénalité et est disponible en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le Libor, le Libor en euro, le Libor en livres sterling, les acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables.

Facilité de lettre de crédit

En 2018, la Société a amendé les termes de sa facilité de lettre de crédit non garantie de 20 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2023. Cette facilité de crédit est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Leurs taux d'intérêt variables sont basés sur le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société du fait que, le cas échéant, les garanties connexes sont comptabilisées directement dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Au 31 décembre 2019, des lettres de crédit pour 7 137 \$ ont été émises (7 337 \$ au 31 décembre 2018).

17 - DETTE À LONG TERME, FACILITÉS DE CRÉDIT ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

Débentures convertibles

Le 18 décembre 2019, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées non garanties de premier rang pour un capital de 125 000 \$CA. Les débentures convertibles sont offertes au prix de 1 000 \$CA par tranche de 1 000 \$CA de capital de débentures et portent intérêt à un taux de 6,00 % annuellement, payable semestriellement à terme échu les 18 juin et 18 décembre de chaque année. Les débentures convertibles ont une échéance de 7 ans à partir de leur date d'émission et sont convertibles en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur au prix de 13,57 \$CA par action, ce qui représente un taux de conversion de 73,69 actions par 1 000 \$CA de capital de débentures. La composante équité des débentures représente l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles et la juste valeur de la composante de passif, laquelle a été déterminée en utilisant un taux d'intérêt effectif de 8,25 %.

Le tableau suivant présente le mouvement de la composante passif :

	31 décembre	
	2019	2018
Solde au début de l'exercice	-	-
Émission de débentures convertibles	95 026	-
Comptabilisation de la composante équité	(11 200)	-
Charge de désactualisation (note 5)	64	-
Écarts de conversion	615	-
	84 505	-

18 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants des dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2019 est de 3,95 % (3,95 % au 31 décembre 2018). La répartition des dépôts de garantie se présente comme suit :

	31 décembre	
	2019	2018
Total des dépôts de garantie des marchands membres	5 671	5 518
Portion courante des dépôts de garantie des marchands membres	84	94
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	5 587	5 424

19 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

(i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

(ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Le nombre d'actions privilégiées pouvant être émises et en circulation se limite à 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission des actions privilégiées. Les porteurs de ces séries d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont la priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

	31 décembre	
	2019	2018
Émis et payé		
Solde au début de l'exercice (42 387 300 actions ordinaires (42 273 812 en 2018))	100 244	97 585
Émission d'actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions (206 184 en 2018)	-	2 331
Transfert à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	-	518
Rachat et annulation d'actions ordinaires (92 696 en 2018)	-	(190)
Solde à la fin de l'exercice (42 387 300 actions ordinaires (42 387 300 en 2018))	100 244	100 244

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 18 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR »), à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, représentant approximativement 3,5 % de ses 42 273 812 actions ordinaires émises et en circulation en date du 16 avril 2018 au cours d'une période de douze mois commençant le 23 avril 2018 et se terminant le 22 avril 2019. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société. En 2019, l'OPR n'a pas été renouvelée par la Société.

Relativement à cette OPR, aucune action ordinaire n'a été rachetée ou annulée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 92 696 actions ordinaires ont été rachetées dans le cadre de l'OPR annoncée en avril 2018. Les actions ont été rachetées pour une contrepartie en espèces de 1 422 \$ incluant une prime aux rachat et annulation d'actions de 1 232 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action ordinaire n'a été émise. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a émis 206 184 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 331 \$. Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,94 \$CA pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Dividendes

Un total de 0,370 \$CA par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (0,370 \$CA pour 2018).

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, autres que ceux dont la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur, sont détaillés comme suit :

		31 décembre			
		2019		2018	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable et juste valeur	
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Avances aux marchands membres	Niveau 2	1 263	1 263	Niveau 2	2 511
Dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement)	Niveau 2	(375 974)	(375 974)	Niveau 2	(418 231)
Débetures convertibles	Niveau 2	(84 505)	(84 505)	Niveau 2	-
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 2	(5 671)	(5 671)	Niveau 2	(5 518)
Actifs (passifs) financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net					
Instruments financiers dérivés					
Contrats de change à terme	Niveau 2	(136)	(136)	Niveau 2	442
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾ – Court terme	Niveau 2	(13)	(13)	Niveau 2	940
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾ – Long terme	Niveau 2	(315)	(315)	Niveau 2	-
Contrats de swaps sur actions	Niveau 2	(3 179)	(3 179)	Niveau 2	(3 058)

⁽¹⁾ Dérivés désignés dans une relation de couverture.

Actifs (passifs) financiers au coût amorti

La juste valeur des avances aux marchands membres correspond à la valeur comptable puisque ces instruments portent intérêt à des taux reflétant les conditions courantes du marché pour des instruments financiers semblables.

La juste valeur de la dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des débetures convertibles a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les débetures convertibles existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur des débetures convertibles correspond à leur valeur comptable puisque ces instruments financiers ont été émis à une date se rapprochant de la date de clôture de l'exercice 2019 et car les taux d'intérêt applicables aux débetures convertibles de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

Actifs (passifs) financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de change à terme a été déterminée en utilisant les taux de change cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt a été déterminée en utilisant les taux d'intérêt cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des contrats de swaps sur actions a été déterminée en utilisant les cours d'actions cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein des états consolidés de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché; et
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Instruments financiers dérivés – couverture des risques de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en circulation au 31 décembre 2019 sont présentés comme suit :

Monnaies (vendues/achetées)	Échéance	Taux moyen ⁽¹⁾	Montant nominal ⁽²⁾
Dollar canadien / dollar américain	Jusqu'en février 2020	0,75	4 118
Livre sterling / dollar américain	Jusqu'en mars 2020	1,31	1 891
Livre sterling / EURO	Jusqu'en mars 2020	1,17	2 217

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2019 ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

La Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société, et ce pour un montant nominal de 42 500 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains (67 500 \$ au 31 décembre 2018), et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling (70 000 £ au 31 décembre 2018). Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêts entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au prix du marché de ses actions ordinaires. Au 31 décembre 2019, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 214 277 actions ordinaires de la Société (364 277 au 31 décembre 2018).

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

(i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme, de ses contrats de swaps de taux d'intérêt et de ses contrats de swaps sur actions, ce qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,2 % au cours des trois dernières années.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Au 31 décembre 2019, les débiteurs en souffrance représentent 11 393 \$ ou 6,5 % (9 755 \$ ou 5,5 % au 31 décembre 2018) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 6 088 \$ (6 597 \$ au 31 décembre 2018). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2019	2018
Solde au début de l'exercice	6 597	5 776
Dépréciation	2 459	3 381
Radiations	(3 125)	(2 393)
Écarts de change	157	(167)
Solde à la fin de l'exercice	6 088	6 597

La direction considère que, pour chacune des dates de clôture au 31 décembre examinées ci-dessus, l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit et ce, parce qu'ils ne sont ni dépréciés ni échus.

(ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2019, la Société dispose d'une facilité de crédit rotatif renouvelable ainsi que de lettres de crédit totalisant 575 000 \$ et 20 000 \$ respectivement (625 000 \$ et 20 000 \$ respectivement au 31 décembre 2018). Voir la note 17 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2019, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 199 000 \$ (207 000 \$ au 31 décembre 2018).

La direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2019			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	426 956	426 956	-	-
Intérêts à payer	1 338	1 338	-	-
Solde de prix d'achat, net	574	97	477	-
Dividendes à payer	3 002	3 002	-	-
Dettes à long-terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement)	375 974	15	3	375 956
Obligations locatives – véhicules	10 979	4 027	5 388	1 564
Obligations locatives - bâtiments	101 298	24 552	36 594	40 152
Déventures convertibles	84 505	-	-	84 505
Dépôts de garantie des marchands membres	5 671	84	-	5 587
	1 010 297	460 071	42 462	507 764
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	136	136	-	-
Swaps de taux d'intérêt	328	13	315	-
Contrats de swaps sur actions	3 179	3 179	-	-
	1 013 940	463 399	42 777	507 764

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

1er janvier 2019

	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	512 246	512 246	-	-
Intérêts à payer	1 163	1 163	-	-
Solde de prix d'achat, net	4 792	3 900	892	-
Dividendes à payer	2 876	2 876	-	-
Dettes à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement)	418 231	4	7	418 220
Obligations locatives – véhicules	11 987	4 132	7 303	552
Dépôts de garantie des marchands membres	5 518	94	-	5 424
	956 813	524 415	8 202	424 196
Instruments financiers dérivés				
Contrats de swaps sur actions	3 058	3 058	-	-
	959 871	527 473	8 202	424 196

31 décembre 2018

	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	513 542	513 542	-	-
Intérêts à payer	1 163	1 163	-	-
Solde de prix d'achat, net	5 274	4 062	1 212	-
Dividendes à payer	2 876	2 876	-	-
Dettes à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement)	418 231	4	7	418 220
Obligations locatives – véhicules	11 987	4 132	7 303	552
Dépôts de garantie des marchands membres	5 518	94	-	5 424
	958 591	525 873	8 522	424 196
Instruments financiers dérivés				
Contrats de swaps sur actions	3 058	3 058	-	-
	961 649	528 931	8 522	424 196

(iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling (note 17).

Si les taux de change avaient varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, la direction considère qu'il n'y aurait pas d'effet important sur le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

(iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2019, incluant l'impact des contrats de swaps de taux d'intérêt et des débetures convertibles, la portion fixe de la dette financière représente approximativement 28 % (37 % au 31 décembre 2018). Voir la note 17 pour plus de renseignements.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 545 \$ et les AÉRG auraient varié de 249 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

21 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Pertes (gains) de change non réalisées sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au 1er janvier 2018	20 244	(37 559)	53	(17 262)
Autres éléments du résultat global	(7 376)	(15 831)	647	(22 560)
Solde au 31 décembre 2018	12 868	(53 390)	700	(39 822)
Ajustement IFRS 16 (note 3) :				
Autres éléments du résultat global	992	-	-	992
Solde au 1er janvier 2019	13 860	(53 390)	700	(38 830)
Autres éléments du résultat global	5 966	6 976	(942)	12 000
Solde au 31 décembre 2019	19 826	(46 414)	(242)	(26 830)

22 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société a divers contrats de location qui n'ont pas encore débuté au 31 décembre 2019. Les paiements de loyer futurs pour ces contrats de location non résiliables s'élèvent à 277 \$ pour le prochain exercice, 1 273 \$ d'ici cinq ans et 296 \$ par la suite.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 43 768 \$ au 31 décembre 2019 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 42 479 \$ au 31 décembre 2018). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la direction et selon l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

23 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2019	2018
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 545	5 254
Indemnités de départ et bonis de rétention	2 510	3 626
Avantages fondés sur des actions à l'octroi	3 101	3 300
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	194	235
	11 350	12 415

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

24 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure de son capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total de capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, la dette à long terme, les débetures convertibles et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant les indicateurs suivants :

	31 déc.	1er janv.	31 déc.
	2019	2019	2018
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	43,2 %	49,8 %	44,4 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	82,0 %	100,7 %	81,5 %
Rendement du total des capitaux propres moyens	(3,9) %	7,0 %	7,0 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat	5,87	4,91	3,99

L'amélioration dans les ratios de dette, en comparaison aux résultats ajustés en date du 1er janvier 2019, est principalement due à l'émission des débetures convertibles (présentées comme passifs dans l'état consolidé de la situation financière, mais considérées comme de l'équité au sein des calculs de ratios ci-dessus), qui ont été utilisées pour rembourser une portion de la dette à long terme.

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif et la facilité de crédit à terme est établi en fonction de l'atteinte du ratio financier de la dette totale financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat excluant certains ajustements mentionnés dans la convention de crédit. La Société respecte toutes ses clauses au 31 décembre 2019 et 2018 ainsi qu'au 1er janvier 2019. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

25 - INFORMATION SECTORIELLE

La Société fournit des informations sur quatre secteurs isolables :

- FinishMaster États-Unis :** distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain;
- Produits automobiles Canada :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile, les revêtements industriels et les accessoires connexes, à travers le réseau canadien;
- Parts Alliance Royaume-Uni :** distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni; et
- Corporatif et autres :** dépenses du siège social et autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

Depuis l'adoption du nouvel IFRS 16 (note 3), la Société considère que le « résultat avant impôt sur le résultat » constitue la mesure à privilégier pour comparer et évaluer la performance de ses divers secteurs d'activités, plutôt que le « résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat » précédemment utilisé.

	Exercices clos le									
	31 décembre									
	FinishMaster États-Unis		Produits automobiles Canada		Parts Alliance Royaume-Uni		Corporatif et autres		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Ventes	830 765	829 982	516 112	503 829	392 695	418 154	-	-	1 739 572	1 751 965
Résultat sectoriel ⁽¹⁾	43 280	57 793	25 332	19 819	3 082	19 192	(35 610)	(37 538)	36 084	59 266
Éléments spéciaux (note 4) ⁽²⁾	9 354	1 693	(13 868)	3 346	3 229	1 230	54 758	8 320	53 473	14 589
Résultat sectoriel présenté ⁽³⁾	33 926	56 100	39 200	16 473	(147)	17 962	(90 368)	(45 858)	(17 389)	44 677
Charge d'impôt sur le résultat									2 456	8 180
Résultat net									(19 845)	36 497

⁽¹⁾ Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du bénéfice pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit le résultat avant impôt sur le résultat plus les éléments spéciaux.

⁽²⁾ Le secteur Corporatif et autres inclut la perte de valeur comptabilisée relativement au goodwill du Royaume-Uni (notes 4 et 14), puisque la performance du secteur Parts Alliance Royaume-Uni n'est pas influencée par le résultat du test de dépréciation effectué en 2019.

⁽³⁾ Correspond au « résultat avant impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

25 - INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

La Société exerce ses activités aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Exercices clos le			
	31 décembre			
	2019	2018		
Ventes				
États-Unis	830 765	829 982		
Canada	516 112	503 829		
Royaume-Uni	392 695	418 154		
	1 739 572	1 751 965		
	31 décembre 2019			
	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	51 163	60 285	59 972	171 420
Immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée	93 378	24 395	42 360	160 133
Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	7 900	-	29 718	37 618
Goodwill	201 951	57 944	73 135	333 030
	1er janvier 2019			
	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	61 353	48 799	61 432	171 584
Immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée	102 834	26 234	44 666	173 734
Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	7 900	-	28 697	36 597
Goodwill	201 951	55 743	114 313	372 007
	31 décembre 2018			
	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	25 460	26 206	32 290	83 956
Immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée	102 834	26 234	44 666	173 734
Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	7 900	-	28 697	36 597
Goodwill	201 951	55 743	114 313	372 007

⁽¹⁾ Voir la note 3 pour plus de renseignements concernant les impacts de l'adoption d'IFRS 16.